

ALGÉRIE-QATAR

Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique de l'Emir du Qatar

P. 24

ALGÉRIE-CORONAVIRUS-PRÉVENTION

Réception de la 3^e commande de matériel de protection en provenance de Chine

P. 3

COMMUNICATION - PRESSE

Le ministère promet d'ouvrir tous les dossiers de financements étrangers

P. 24

RAPATRIEMENT DES CITOYENS ALGÉRIENS BLOQUÉS A L'ÉTRANGER

Nouvelles instructions du Premier Ministre

Alors qu'un dernier groupe de 296 citoyens algériens bloqués aux Emirats Arabes Unis a atterri jeudi dernier à Alger, le gouvernement redouble d'efforts pour la concrétisation de l'opération de rapatriement décidée par le président Tebboune. Les ambassades et postes consulaires sont mis à contribution et des pages web sont ouvertes pour le recensement de l'ensemble des personnes touchées par les mesures de fermeture des frontières décidées depuis la mi-mars.

P.p 2-24

DKnews



RESTAURATION DES VIELLES MOSQUÉES

"Les imams et chouyoukhs de zaouïas saluent l'initiative"

P. 3

ALGÉRIE-TÉLÉCOMMUNICATIONS

"L'Algérie déterminée à développer son activité spatiale nationale dans le domaine des télécommunications"

P. 3

CRÉATION-AGENCE NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SANITAIRE

Benbouzid : «un organisme de "veille" sur l'état de la santé»

P. 4

SANTÉ

MAL DE DOS
Améliorer sa posture pour éloigner les tensions

P.p 12-13

F   T BALL

CORONAVIRUS
Christian Gourcuff solidaire avec le personnel médical de Blida

P. 22



APPLICATIONS MOBILES CONTRE LE CORONAVIRUS

L'UE déconseille la géo-localisation

P. 17

ANP

Installation du général-major Mohammed Bouzit DG de la Documentation et de la Sécurité extérieure

P. 24

REPRÉSENTATIVITÉ DES SYNDICATS ENREGISTRÉS

Prorogation au 17 mai prochain du délai de communication des éléments



Le ministère du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale a informé, jeudi dans un communiqué, l'ensemble des organisations syndicales des travailleurs salariés et d'employeurs enregistrés, de la prolongation, jusqu'au 17 mai prochain, du délai de communication des éléments permettant d'apprécier leur représentativité, prévu initialement le 31 mars de chaque année. "Cette mesure s'inscrit dans le cadre des mesures prises par l'Etat à l'effet de prévenir et d'endiguer la propagation COVID-19", a précisé le communiqué.

A ce titre, le ministère a invité les organisations concernées à télécharger, sur le site électronique du ministère (www.mtss.gov.dz), l'application informatique permettant d'activer cette mesure prévue par les articles 34 à 37 bis de la loi n°90-14 du 2 juin 1990, modifiée et complétée, relative aux modalités d'exercice du droit syndical".

ALGÉRIE - CHINE

L'Algérie reçoit un don d'équipements médicaux offerts par la Chine en coordination avec l'UA

L'Algérie a reçu jeudi un don d'équipements médicaux offerts par la Chine en coordination avec l'Union africaine, dans le cadre de la lutte contre la pandémie de coronavirus.

Ce don qui a été réceptionné par la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) à l'aéroport international Houari-Boumediène dans la nuit de mercredi à jeudi, est composé d'équipements de protection et de dépistage ainsi que des respirateurs artificiels, a-t-on expliqué sur place. Il s'agit d'un don offert à l'ensemble des pays membres de l'Union africaine, dont l'Algérie, par la Fondation de l'homme d'affaires chinois Jack Ma en coordination avec le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CACM) qui relève de l'Union africaine. Ces aides sont acheminées vers les pays membres de l'Union africaine à bord d'un avion cargo de la compagnie aérienne Ethiopian.

RESSORTISSANTS ALGÉRIENS BLOQUÉS AUX EAU

Arrivée à l'aéroport d'Alger du dernier groupe jeudi

Le dernier groupe des ressortissants algériens bloqués aux Emirats arabes unis (EAU) est arrivé jeudi à l'aéroport international d'Alger, a indiqué à l'APS le PDG de l'Aéroport d'Alger, Tahar Allache.

Ce dernier groupe des ressortissants algériens bloqués aux EAU en raison de la suspension du trafic aérien international suite à la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), est composé de 296 Algériens à bord d'un avion relevant de la compagnie aérienne "Emirates Airlines". Pour rappel, l'opération de rapatriement des ressortissants algériens bloqués aux EAU avait débuté samedi dernier via deux avions relevant d'Air Algérie ayant transporté près de 600 voyageurs.

Un autre avion émirati avait rapatrié, le même jour, un autre groupe composé de plus de 200 ressortissants algériens, portant ainsi le nombre de vols de rapatriement à 4 vols, dont deux effectués par Air Algérie et deux autres par la compagnie aérienne "Emirates Airlines".

Depuis le début de la crise sanitaire, l'Algérie a rapatrié plus de 8.000 de ses ressortissants à l'étranger, alors que la quasi-totalité des espaces aériens à travers le monde est fermée. Ces mesures de rapatriement des Algériens des ports et aéroports à l'étranger, avaient été prises suite aux instructions du Président de la République, M. Abdelmajid Tebboune, après la propagation de la pandémie Covid-19.

CONFINEMENT - JUSTICE

Oran : deux individus écroués pour incitation à la violation du confinement sanitaire

Deux individus ont été écroués à Oran à l'issue de leur présentation devant le procureur de la République pour incitation à attroupement et infraction aux décrets et arrêtés de l'autorité administrative spécifiques au confinement sanitaire, a indiqué jeudi le tribunal d'Oran dans un communiqué remis à l'APS.

"En application des dispositions du code de procédure pénale, notamment dans son article 11, le procureur de la République près le tribunal d'Oran, Hadj Kaddour Boucif informe l'opinion publique qu'en date du 3 avril dernier, vers les coups de 21 heures, les services de sécurité ont constaté la sortie d'un groupe d'une trentaine de citoyens marchant ensemble à haï Belgaïd, dans la commune de Bir El-Djir à Oran, violant ainsi les dispositions de confinement en vigueur", a-t-on précisé de même source.

Les investigations des services de sécurité ont conduit à l'arrestation de 11 personnes, dont 3 mineurs, indique-t-on dans le communiqué, signalant qu'au lendemain de l'incident il a été procédé à l'ouverture d'une enquête préliminaire révélant que "ce sont les nommés M. A. et A. B.

qui ont incité les citoyens à se rassembler, mettant en péril leur santé et celle des autres".

A l'issue de leur présentation devant le magistrat compétent, ces deux individus ont été inculpés et placés en détention provisoire pour "incitation à attroupement" et "violation des décisions et décrets", conformément aux articles 100 et 459 du code pénal, tandis que les autres citoyens ont été libérés.

SANTÉ - TIZI-OUZOU

Don de sang au profit de l'EPH de Tizirt

Une opération de don sang a été organisée jeudi au profit de l'EPH de Tizirt, au Nord de Tizi-Ouzou, par les éléments de sûreté de daïra de cette localité, rapporte jeudi un communiqué de la sûreté de wilaya. Cette initiative de solidarité, qui s'inscrit dans le cadre de la campagne initiée par la sûreté nationale vise à enrichir la banque de sang de cette structure et contribuer à sauver des vies humaines, souligne la même source. A l'occasion, un hommage appuyé à été rendu, en compagnie des autorités locales et de la société civile de cette localité, au personnel de cette structure pour ses efforts dans la lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

La daïra de Tizirt, est la plus touchée par la propagation de cette pandémie avec, notamment, un foyer actif dans la commune d'Iffissen.

CRIMINALITÉ - MOSTAGANEM

Démantèlement d'une bande de malfaiteurs exploitant le confinement sanitaire

La police judiciaire de la Sûreté de daïra de Bouguirat (Mostaganem) a démantelé une bande de malfaiteurs qui exploitaient le confinement partiel pour lutter contre l'épidémie du Covid 19 pour commettre des vols à main armée et par effraction, a-t-on appris jeudi auprès de la sûreté de wilaya.

Le chef de la cellule de communication et des relations publiques, le lieutenant Bachir Belkacem a indiqué, à l'APS, que les membres de cette bande, âgés de 25 à 35 ans, originaires des wilayas de Mostaganem et d'Oran, ont commis des vols à main armée au domicile d'agriculteurs.

Quatre membres de la bande ont été arrêtés au niveau d'un barrage de sécurité à l'entrée nord de la ville de Bouguirat, à bord d'un véhicule dans lequel la police a découvert une arme à feu de fabrication artisanale de 16 millimètres, 4 cartouches du même calibre, une

COMMUNAUTÉ-RAPATRIEMENT

L'Ambassade d'Algérie au Caire appelle les Algériens bloqués en Egypte à s'inscrire au plus vite pour leur rapatriement

L'ambassade d'Algérie au Caire a appelé, jeudi, les Algériens résidant en Algérie et bloqués en Egypte, concernés par le rapatriement à s'inscrire, au plus vite, via le site du ministère de l'Intérieur ou le lien direct: www.services.interieur.gov.dz, indique un communiqué du ministère.

«L'Ambassade d'Algérie au Caire porte à la connaissance de tous les citoyens algériens résidant en Egypte et bloqués actuellement en Egypte (pour des motifs autres que la résidence), que la Commission nationale provisoire chargée du suivi de la pandémie du nouveau coronavirus a mis en place une base de données électroniques d'une durée déterminée pour les inscriptions via le site du ministère de l'Intérieur ou le lien direct : www.services.interieur.gov.dz, lit-on dans le communiqué.

«L'Ambassade demande à tous les citoyens concernés par le rapatriement de s'inscrire, au plus vite, à la base de données précitée », précise le document.

BECHAR

La sûreté de wilaya réagit suite à une vidéo postée sur les réseaux concernant l'arrestation d'un chauffeur de taxi

La sûreté de wilaya de Bechar a réagi mercredi dans la soirée à une vidéo postée le 14 du mois en cours sur les réseaux sociaux et mettant en scène l'arrestation d'un chauffeur de taxi par une patrouille de police à Bechar, qui transportait une personne, en violation des dispositions du décret exécutif 20-69 du 21 mars 2020 relatif aux mesures visant à prévenir la propagation de l'épidémie de Coronavirus (Covid-19), selon un communiqué de la cellule de communication et de relations générales de cette institution sécuritaire.

Le taxieur, après avoir été soumis aux procédures de contrôle en vigueur violation des règles de prévention visant à limiter la propagation du Coronavirus (Covid 19), a suivi l'officier responsable de la patrouille de police au niveau de la rue adjacente à un établissement de police, en essayant de le faire revenir sur sa décision, ce qui a été rejeté par le policier, avant que le taxieur ne commence à provoquer le policier en présence de la personne qui était en sa compagnie et transporté dans le taxi, en violation des mesures énoncées dans le décret exécutif précité, précise le communiqué.

"La vidéo largement diffusée sur les réseaux sociaux, notamment Facebook, montre également les actions attribuées au policier, pour lesquelles la sûreté de wilaya a ouvert une enquête pour confirmer leur authenticité, ce qui peut mettre la partie fautive à des poursuites, étant donné que cette infraction est contraire aux instructions données aux policiers en matière de promotion des relations avec les citoyens, et aussi à l'éthique de la profession policière", souligne le communiqué de la sûreté de wilaya.

arme blanche, 11 comprimés psychotropes, un masque et un fut d'essence, a-t-on fait savoir.

Il a été retrouvé également une autre arme blanche dans la maison d'un suspect résidant dans la wilaya d'Oran et les investigations de la police judiciaire ont permis d'identifier une cinquième personne qui guidait les membres de cette bande et leur désignait les victimes, a ajouté la même source, signalant la découverte d'écharpes rouges pour se couvrir le visage, du ruban adhésif pour menoter les victimes et une bouteille de gaz lacrymogène.

Pour les chefs d'inculpation de constitution d'association de malfaiteurs, de port d'armes sans autorisation et vol, une procédure judiciaire a été engagée contre les mis en cause qui seront présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Mostaganem.

GOUVERNEMENT

Plusieurs dossiers au menu d'une réunion du Gouvernement

Plusieurs dossiers ont été passés en revue lors d'une réunion du Gouvernement présidée jeudi par visioconférence par le Premier ministre Abdelaziz Djerad, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre dont voici le texte intégral : "Le Premier ministre, Monsieur Abdelaziz DJERAD, a présidé, ce jeudi 16 avril 2020, une réunion du gouvernement, en visioconférence, consacrée à l'examen d'un avant-projet de loi relatif au secteur de la justice ainsi que deux projets de décrets exécutifs relatifs au secteur de la santé.

Par ailleurs et conformément à l'ordre du jour de la réunion, il a été procédé à la poursuite de la présentation de plusieurs exposés sectoriels liés, essentiellement, à la prise en charge des familles démunies, la situation du marché mondial des hydrocarbures, la réforme économique concernant le secteur de l'industrie et enfin, une communication se rapportant à l'évaluation de la situation sanitaire au niveau national, notamment celle liée au coronavirus (Covid-19) et enfin une communication sur l'effort des jeunes promoteurs de startup avec des moyens novateurs dans la lutte contre le Covid-19.

Le gouvernement a entendu un exposé du Ministre de la justice, garde des sceaux sur un avant-projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n 66-156 du 8 juin 1966 portant sur le code pénal.

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'actualisation régulière des incriminations prévues par le code pénal pour prendre en charge les nouvelles menaces qui portent atteinte à l'ordre public, à la cohésion sociale et à la stabilité de notre pays.

Le gouvernement a entendu la présentation par le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière d'un projet de décret exécutif fixant les missions, l'organisation et le fonctionnement de l'équipe sanitaire mobile instituée auprès des établissements publics de santé.

Ce projet vise à assurer une meilleure couverture sanitaire des populations éparses et/ou nomades, habitant les régions des Hauts Plateaux et du Sud ainsi que les populations de certaines communes enclavées du Nord du pays.

Cette couverture sanitaire



mobile est appelé à couvrir notamment, les activités suivantes :

- les consultations, soins et dépistage,
- la mise en œuvre et le suivi des programmes de vaccination,
- le contrôle prénatal et postnatal afin de réduire la mortalité maternelle et infantile,
- le planning familial,
- la surveillance nutritionnelle.

Le gouvernement a ensuite pris connaissance d'un projet de décret exécutif modifiant le décret exécutif n 19-379 du 31 décembre 2019 définissant les modalités de contrôle administratif, technique et de sécurité des substances et médicaments ayant des propriétés psychotropes.

Le projet de décret exécutif a pour but de modifier les dispositions de l'article 41 du décret exécutif n 19-379 du 31 décembre 2019.

L'amendement de cet article vise à prolonger d'une durée de six (6) mois le délai prévu pour les structures et les établissements publics et privés de santé, afin de se conformer aux dispo-

sitions de ce décret exécutif.

La prorogation du délai fixé initialement vise à permettre aux structures et établissements publics et privés de disposer du temps nécessaire pour adapter les outils et les supports de gestion dédiés aux substances et aux médicaments ayant des propriétés psychotropes.

Le gouvernement a entendu un exposé du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire relatif aux modalités et conditions de la prise en charge, dans le cadre des opérations de solidarité, des familles nécessiteuses impactées par la crise sanitaire et celles concernées par les opérations de solidarité prévues pour le mois de Ramadan.

Le gouvernement a entendu une présentation du ministre de l'Énergie sur la situation du marché mondial du pétrole, ses perspectives et ses impacts et ce, à la lumière des décisions prises lors de la 10ème réunion ministérielle extraordinaire de l'OPEP+ tenue le 12 avril 2020.

Le gouvernement a entendu un exposé du ministre de l'Industrie et des Mines sur la réforme de la gouvernance écono-

mique du secteur de l'industrie.

A cet effet, le ministre a fait état de différents axes de réforme qui concernent les domaines suivants : La réorganisation de l'administration centrale et locale du ministère de l'industrie ainsi que des établissements publics qui lui sont rattachés pour être en capacité de conduire les réformes, le cadre légal régissant la promotion de l'investissement, la gestion du secteur public économique marchand, le dispositif régissant les industries de montage, révision du dispositif régissant la sous-traitance industrielle et les activités d'usage, la rationalisation des encouragements à l'emploi industriel en favorisant les emplois à forte valeur ajoutée dans la détermination des avantages, la mise à jour des avantages fiscaux liés aux investissements des entreprises.

Le gouvernement a entendu la communication du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière sur l'évolution de la situation sanitaire à u niveau national liée au Covid-19 ainsi que les dispositions prises par les pouvoirs publics pour faire face à cette situation".

RESTAURATION DES VIEILLES MOSQUÉES Les imams et choyoukhs de zaoüias saluent l'initiative

Les imams et les choyoukhs de zaoüias ont salué la décision du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, portant restauration des vieilles mosquées d'Algérie, en tête desquelles la Mosquée Sidi Lakhdar à Constantine, où Cheikh Abdelhamid Ben Badis dispensait des cours d'exégèse et de Hadith, a indiqué jeudi un communiqué du ministère des Affaires religieuses et des wakfs.

"Les imams et choyoukhs de zaoüias ont accueilli favorablement le message du Président de la République et sa décision de restaurer les vieilles mosquées d'Algérie, allant de la mosquée de Abou al-Mouhadjir Dinar, passant par celles de Sidi Okba et de Sidi Lakhdar qui était un centre de rayonnement pour le pionnier de la renaissance moderne, jusqu'à la Grande mosquée d'Alger, ce joyau unique dans l'Algérie nouvelle, construite par ses enfants".

"Les imams et choyoukhs de zaoüias expriment à M. Tebboune leur profonde reconnaissance pour cette générosité et cette volonté sincère au service de la nation et ses constantes, et réaffirment leur volonté de poursuivre leur message scientifique et spirituel dans le cadre du référent religieux national", ajoute le communiqué. Pour rappel, le Président de la République avait annoncé mercredi, à l'occasion de la Journée du Savoir, célébrée le 16 avril de chaque année, "la restauration de toutes les vieilles mosquées de l'Algérie, en tête desquelles la Mosquée Sidi Lakhdar à Constantine où le Cheikh Abdelhamid Ben Badis donnait des cours de Tafsir (exégèse) et Hadith, notamment l'explication d'El Mouata de l'Imam Malek".

TÉLÉCOMMUNICATIONS «L'Algérie déterminée à développer son activité spatiale nationale dans le domaine des télécommunications»

Le ministre de la Poste et des télécommunications, Brahim Boumzar a mis en avant jeudi la détermination de l'Algérie à développer son activité spatiale nationale dans le domaine des télécommunications, selon un communiqué du ministère.

S'exprimant lors de la séance d'ouverture de la 43e session de l'Assemblée générale d'ARABSAT, tenue en visioconférence en raison de la propagation du Covid-19, le ministre a souligné que l'Algérie réaffirmerait sa détermination à coopérer avec ARABSAT et à tirer profit de sa grande expérience dans ce domaine vital.

Affirmant qu'ARABSAT figurait parmi les projets communs les plus réussis, le ministre a qualifié ARABSAT de "pionnière" dans le domaine des télécommunications spatiales pour ses services fournis au Monde arabe depuis plus de 40 ans, souhaitant la création, dans la région arabe, d'organisations semblables dans tous les domaines.

Lors de cette réunion présidée par le royaume hachémite de Jordanie, M. Boumzar a rappelé que "l'Algérie, tout en étant déterminée à développer son activité spatiale nationale dans le domaine des télécommunications, affirme qu'elle poursuivra son appui à ARABSAT".

Le ministre a annoncé "officiellement la passation de la présidence au royaume hachémite de Jordanie représenté par le chef du gouvernement jordanien, Omar Rezzaa".

À l'ouverture de cette session, M. Boumzar a transmis au Roi Abdallah II de Jordanie les salutations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune qui lui souhaite tout le succès et la réussite au service de l'intérêt du peuple jordanien frère.

APS

ALGÉRIE

Réception de la 3^e commande de matériel de protection en provenance de Chine

Une troisième commande d'équipements médicaux et de matériels de protection du Covid-19 est arrivée, vendredi matin à l'aéroport international d'Alger Houari Boumediène, en provenance de Chine.

Transportée de Pékin par deux (2) avions militaires des forces aériennes de l'Armée nationale populaire (ANP) lors d'un vol de 38 heures, cette cargaison de 36 tonnes est principalement composée de moyens de protection et de kits de dépistage.

Cette cargaison est constituée de moyens, d'équipements et de matériels médicaux de protection et de prévention du Coronavirus, tel qu'a promis le président de la République, Abdelmadjid Tebboune", a déclaré le ministre de la Santé, de la population et de la réforme

hospitalière à la presse qui a supervisé le déchargement, en présence du ministre délégué de l'Industrie pharmaceutique, Djamel Lotfi Benbahmed.

Cette commande "sera acheminée à la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) et à partir de là aux établissements de santé partout sur le territoire national", a-t-il expliqué.

Selon le ministre, la situation épidémiologique en Algérie est "stable et sous contrôle" grâce aux efforts de tous et aux mesures prises à l'instar de l'importation des moyens nécessaires, kits de dépistage et

masques chirurgicaux".

Affirmant que le stock de l'Algérie en matériel de protection était "garanti", le ministre a réitéré "l'attachement" de l'Etat à veiller à la santé des citoyens en mobilisant tous les moyens matériels et humains pour éradiquer cette pandémie.

"Des indicateurs positifs sont relevés", a-t-il soutenu. A cette occasion, M. Benbouzid a salué le rôle de l'ANP dans le cadre des efforts nationaux de lutte contre la pandémie Covid-19, soulignant que d'autres cargaisons sont prévues.

En chiffres, M. Benbahmed a précisé que la commande réceptionnée était constituée de "5,7 millions de bavettes, 200.000 masques FFP2 destinés aux médecins et plus de 85.000

kits de dépistage de Coronavirus". Dans le cadre de la lutte nationale contre le Covid-19, deux appareils des forces aériennes de type Iliouchine IL-76 ont assuré l'acheminement, de Pékin, d'une charge utile de 36 tonnes de matériels médicaux", a indiqué pour sa part, le commandant Belabed Touati Amine de la Direction de l'Information, de la communication et de l'orientation (DICO) à l'état-major de l'ANP.

Selon lui, "l'Armée de l'air algérienne a acheminé à ce jour quelque 130 tonnes" de produits sanitaires, ce qui traduit "la disponibilité des unités de l'ANP à s'acquitter de leurs nobles missions au service de la patrie et du peuple notamment en cette conjoncture", a-t-il dit.

Abondant dans le même sens, le commandant de bord, Tarek Kadouche a affirmé que les forces aériennes "sont constamment prêtes à accomplir leur devoir national et à servir les citoyens quelles qu'en soient les circonstances".

A noter que deux cargaisons de produits sanitaires avaient été réceptionnées récemment à Alger en provenance de Pékin et de Shanghai.

Lors de sa dernière entrevue avec la presse nationale, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait rassuré les Algériens quant à la disponibilité des produits de prévention du Coronavirus, révélant que l'Algérie avait passé commande à la Chine pour l'acquisition de 100 millions de masques chirurgicaux et 30.000 kits de dépistage.

LÉGISLATION DU TRAVAIL Des experts recommandent une législation d'urgence pour gérer les relations de travail durant les crises

Le cadre juridique régissant les relations de travail doit être renforcé par des mesures permettant de faire face aux situations d'urgence durant les périodes de crises à l'instar de la pandémie de Covid-19, ont recommandé jeudi deux experts juridiques.

"Les employeurs ont besoin d'un ancrage juridique pour gérer les relations de travail pendant cette période.

Il nous faut une législation d'urgence afin de clarifier certaines notions comme le travail à temps partiel ou le télétravail", a indiqué le consultant en droit du travail, Habib Si Ali, lors d'une téléconférence organisée par le Forum des chefs d'entreprise (FCE), sur la gestion du personnel suite aux mesures de prévention prises par le gouvernement. Le gouvernement avait décidé, afin de lutter contre la propagation du coronavirus, de prendre plusieurs mesures dont la suspension de certaines activités commerciales et l'obligation de libérer 50% du personnel des entreprises des secteurs publics et privés.

Pour se conformer à ses dispositions et devant l'impact négatif de la conjoncture sur les revenus de leurs entreprises, les employeurs ont dû imposer à leurs collaborateurs de prendre leurs reliquats de jours de congé ou d'anticiper le congé annuel, une procédure "permise par la loi en vigueur", selon M. Si Ali.

Par contre, il n'est pas possible, sur le plan réglementaire, d'imposer aux employés un congé sans solde sans un accord préalable entre les deux parties, souligne-t-il. Concernant la rémunération, M. Si Ali estime qu'il était "légal" de modifier la rémunération des employés en fonction du temps de travail effectif.

"Les employeurs ne sont pas tenus de respecter le salaire fixé initialement dans le contrat de travail", si le travailleur est converti au régime de temps partiel en raison des mesures de confinement, a-t-il avancé.

Evoquant le chômage partiel, le consultant a affirmé que l'Algérie disposait déjà d'un mécanisme de sauvegarde d'emploi à travers la CNAC depuis 1994, mais qui n'était adapté à ce type de situation.

Sur ce point, l'avocat-associé au cabinet L&P (DLA Piper Africa), Mounir Ait Belkacem, a relevé que les modalités de chômage technique doivent s'appuyer actuellement sur les négociations collectives avec les représentants des travailleurs, ce qui permettra de couvrir une partie des salaires pendant la période d'arrêt d'activité.

Toutefois, il est important de revoir le cadre juridique algérien afin de permettre notamment de couvrir la partie restante du salaire par l'Etat, a-t-il poursuivi.

S'agissant du télétravail, M. Ait Belkacem a mis en exergue, là aussi, la nécessité de mettre à jour la législation actuelle pour mieux définir les droits et devoirs de chaque partie pour ce mode de travail.

L'expert souligne, dans ce sens, qu'au-delà des reliquats et des congés annuels, l'employeur doit déclencher une négociation avec les représentants des travailleurs pour prendre des décisions qui concernent la gestion du personnel (salaires, congés, horaires de travail, chômage partiel, etc.).

Sur les leçons à tirer de cette crise sanitaire, M. Ait Belkacem a jugé impératif d'accélérer le processus de réformes économiques et juridiques afin d'assurer une pérennité pour l'emploi, même dans ce type de situation. Selon lui, "la crise pétrolière depuis 2014, l'instabilité politique de 2019 puis la crise sanitaire de 2020 sont en réalité des révélateurs de dysfonctionnement interne plutôt que des causes de notre mal économique". De son côté, M. Si Ali estime que la crise de Covid-19 doit être une occasion pour les entreprises de revoir la fiabilité de leurs modes de gestion des ressources humaines, de sécuriser les contrats et mettre fin à certaines irrégularités. Intervenant lors de cette téléconférence, le président du FCE, Sami Agli, a appelé à une "solidarité employeur-employés" afin de trouver des solutions concertées pour faire face à la conjoncture. "Comparativement à beaucoup de pays, nous avons peu de marges de manœuvre en matière de sauvegarde de l'emploi, nous devons s'adapter à travers des mesures concrètes", a-t-il noté.

APS

AGENCE NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SANITAIRE Un organisme de "veille" sur l'état de la santé (Benbouzid)

L'Agence nationale de la sécurité sanitaire devant être mise en place constituera un organisme de "veille" sur l'état de la santé dans le pays, a indiqué jeudi le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, dans un entretien au quotidien national Liberté.

L'agence veillera également "sur l'état de santé des citoyens, ainsi que sur les moyens qui sont mis à sa disposition, à l'état d'hygiène, à l'état des hôpitaux", a-t-il souligné.

"Cette institution vient en fait en soutien à la santé pour l'alerter. Elle aura les mêmes missions que celles du Conseil économique et social. Ce nouvel organisme ne chevauchera pas avec les missions du ministère de la Santé. Le ministère occupe le terrain, c'est-à-dire les hôpitaux, les équipements.

L'agence sera là pour nous observer, nous assister, nous contrôler, nous guider", a précisé M. Benbouzid. Le ministre a ajouté que l'Agence sera placée directement sous l'autorité du chef de l'Etat.

"Elle sera autonome. Ses membres seront évidemment désignés par le président de la République. Elle sera organisée en plusieurs directions et chaque direction aura un plan d'action", a-t-il développé. Concernant la suppression du service civil pour les médecins spécialistes, M. Benbouzid a relevé que ce dispositif "a montré ses limites depuis plusieurs années".

"Par le passé, c'était obligatoire, maintenant on laisse le choix au jeune assistant. Le président de la République a pris l'option de le supprimer. Le

chef de l'Etat a pris comme option de favoriser les bacheliers du Sud pour s'inscrire aux études de médecine.

Il est question aussi d'une autre mesure qui concerne les médecins généralistes du sud du pays en leur permettant de faire un DEMS, sans passer par le concours, mais à condition de travailler six ans dans le Sud", a expliqué le ministre. Interrogé si les assistants qui viennent de réussir leur DEMS sont concernés par cette mesure, M. Benbouzid a répondu que "les résidents qui terminent cette année auront à chercher des postes dans les hôpitaux du nord du pays, à défaut ils iront travailler dans les structures sanitaires du sud du pays".

Il a rappelé, dans ce cadre, que "le président de la République a clairement déclaré que tout médecin spécialiste qui accepte de partir travailler dans le Sud aura un double salaire et sera hébergé, en plus d'autres avantages". Par contre, a précisé le ministre, "celui qui cherche à embrasser une carrière hospitalière devra passer le concours ou aller exercer dans les hôpitaux du sud du pays".

Evoquant le système de santé, M. Benbouzid a plaidé pour "une refonte totale du système national de santé".

"Nous avons constaté

beaucoup de dysfonctionnements. Il faut savoir que dans certains CHU, il y a beaucoup plus de médecins que de malades hospitalisés. Il y a une mauvaise répartition des ressources, parce qu'on ne procède pas à l'identification des activités en amont pour parvenir à relever les performances de tel ou tel autre service", a-t-il détaillé.

L'Algérie loin des prédictions apocalyptiques

A une question sur son évaluation de la situation sept semaines après l'apparition de l'épidémie du coronavirus en Algérie, le ministre a rappelé qu'au début de la pandémie, "plusieurs scénarii dramatiques étaient esquissés et imaginés", citant "un scientifique algérien qui avait prédit qu'à partir du 15 avril on aurait 25.000 à 30.000 cas", que "les hôpitaux seront inévitablement dépassés" et que "l'Algérie sera condamnée à endurer un scénario à l'italienne".

"Pour les lits disponibles dans la réanimation, nous en avons par milliers. Il y a moins de 100 patients qui sont actuellement en réanimation. C'est dire que l'Algérie est loin de cette prédiction apocalyptique. Cela ne veut nullement dire que nous avons échappé au risque", a-t-il cependant tempéré. Les



bilans actuels des contaminations se situent autour de 2.000 cas confirmés. Ce sont des chiffres qui concernent les personnes testées. Nous n'avons pas testé tout le monde. Ces statistiques se stabilisent en dents de scie, entre 60 et 90 cas nouveaux par jour".

Il a expliqué qu'il était impossible aujourd'hui en Algérie, comme dans les autres pays, de pratiquer un dépistage massif. "Il y a une forte demande sur ces produits (kits de dépistage) en ces temps de crise sanitaire qui a ébranlé le monde entier. Il y a beaucoup de commandes passées à la Chine qui distribue en fonction de la disponibilité des produits fabriqués", a-t-il ajouté. Sur le nombre de décès en Algérie par le coronavirus, le ministre a affirmé que ce nombre était exact. "On ne peut pas cacher cela parce que le nombre de décès est également donné par les services de l'APC où on déclare les morts pour obtenir un permis d'inhumer", a-t-il indiqué.

SOLIDARITÉ Plusieurs wilayas dotées en moyens médicaux et aides alimentaires

Plusieurs wilayas du pays ont été approvisionnées, mardi par le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables, en moyens médicaux et aides alimentaires, et ce dans le cadre des efforts de lutte contre le COVID-19, indique un communiqué du ministère.

Selon le bilan des activités du secteur de l'environnement, il a été procédé aujourd'hui pour le deuxième jour, à la poursuite de l'approvisionnement de la wilaya d'Oran en 500 lits médicalisés avec ses kits (couvertures, draps), précise le communiqué.

Aussi, quelque 1000 couffins de denrées alimentaires ont été distribués aux familles pauvres et défavorisées en coordination avec les autorités locales, conformément à l'instruction du Premier ministre relative à la gestion des dons de solidarité.

A Bejaia, les services du ministère de l'Environnement ont distribué également des aides médicales en coordination avec les autorités locales.

Destinées au corps de la santé,

ces aides consistent en 500 tenues de protection, 600 lunettes de protection, 2000 gants médicaux, 100 masques de protection et 100 bavettes.

Le ministère a ravitaillé la wilaya de Bejaia en quantités importantes de produits de désinfection multi-usages.

La wilaya s'est vue ainsi dotée de 300 tenues de protection, 300 chausssures de sécurité et 300 gants en faveur des agents de nettoyage.

A Ain Defla, 1.200 bavettes ont été distribuées aux démunis et personnes atteintes de maladies chroniques outre la distribution de 24 quintaux de légumineuses et 160 couffins de denrées alimentaires aux familles impactées dans les zones d'ombre.

Dans le cadre des efforts déployés pour lutter contre la pandémie de Covid-19, les services du ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables sont intervenus pour traiter les déchets des structures affectées à la mise en quarantaine et désinfecter et stériliser leurs chambres au niveau de la wilaya de Naâma. Par ailleurs, l'Agence na-

tionale des déchets (AND) a supervisé des campagnes de stérilisation, de désinfection et de sensibilisation au niveau des hôpitaux, des hôtels accueillant des voyageurs mis en quarantaine, des structures publiques, des entrées de bâtiments et de quartiers ainsi que le suivi des opérations d'incinération des déchets hospitaliers dangereux et infectieux au niveau de différentes wilayas. Les services du ministère ont quotidiennement suivi et contrôlé la levée et l'enfouissement des déchets à travers les wilayas.

Dans le cadre de la sensibilisation contre les fausses informations, les services du ministère ont investi les réseaux sociaux pour donner des informations exactes aux internautes.

Dans le même sillage, les cadres du ministère ont été mobilisés pour participer quotidiennement aux plateaux et émissions télévisés et radiophoniques au niveau central et local afin de sensibiliser à la pandémie et expliquer comment prévenir et freiner sa propagation, conclut le communiqué.

CONSTANTINE Hausse des opérations de paiement électronique des factures d'électricité et du gaz

Une hausse des opérations de paiement électronique (e-paiement) des factures d'électricité et du gaz a été enregistrée en avril courant à Constantine comparée au mois de mars dernier, a indiqué jeudi, la responsable de l'information auprès de la concession de l'électricité et du gaz de Constantine.

"Depuis le début d'avril courant, 350 opérations de règlement des factures de consommation d'énergie via le système de e-paiement sur le site internet de la Sonelgaz, ont été recensées contre seulement 80 opérations similaires pour tout le mois de mars", a précisé à l'APS, Mme Ouahiba Takhrast.

Elle a dans ce sens relevé qu'une hausse de l'ordre de 77,14 % dans l'e-paiement a été enregistrée depuis l'entrée en vigueur du confinement partiel dans la wilaya de Constantine dans le cadre de la lutte contre le coronavirus.

La même responsable, affirmant que l'adoption progressive et transcendante du e-paiement reflète le niveau élevé de conscience chez les citoyens quant à l'importance de respecter les mesures de prévention pour endiguer le Covid-19, a souligné que la démarche



a considérablement réduit les files d'attente habituelles aux caisses des différentes agences commerciales de Sonelgaz.

Depuis le début de la période du confinement partiel dans la wilaya de Constantine, plusieurs campagnes d'information et de sensibilisation ont été menées par la concession de l'électricité et du gaz pour encourager la population à recourir à

l'e-paiement et à faire preuve de vigilance et prudence face à cette pandémie, a rappelé la même source. Sur un autre registre, Mme Takhrast a relevé que depuis l'entrée en vigueur du confinement, près de 600 interventions des équipes de maintenance ont été recensées, détaillant que ces équipes se sont déplacées sur terrain dans 499 interventions pour des

pannes d'électricité et 87 autres pour le gaz, suite à des réclamations des citoyens, via le centre d'appel national de Sonelgaz, au 3303.

La même responsable a rassuré que les équipes techniques et de maintenance de la Concession de l'électricité et du gaz de Constantine sont mobilisées H24 et 7 jours /7 pour intervenir pour toute éventuelle panne.

PRÉVENTION DU COVID-19 À AIN DEFLA Distribution par l'AND de tenues de protection au profit du personnel médical

L'Agence nationale des déchets (AND) a procédé jeudi à Ain Defla à la distribution de tenues de protection au profit du personnel médical de l'hôpital de la ville dans le cadre des efforts d'accompagnement de ces soignants dans la lutte contre le nouveau coronavirus.

Les tenues de protection, offertes au staff médical et paramédical de l'hôpital Mekour Hamou du chef-lieu de wilaya, comportent notamment des combinaisons dotées de tous leurs accessoires (gants, lunettes, chaussures et masques) en sus de grandes quantités de produits de désinfection.

Des tenues spéciales de protec-

tion ont été également offertes aux agents de nettoyage de la commune de Ain Defla en vue de les prémunir davantage en cette période où le risque de propagation du nouveau Covid19 est très élevé.

Intervenant à l'occasion, le DG de l'AND, Karim Ouamane, a indiqué que cette opération s'inscrit dans le cadre du programme mis en place par le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables en vue d'accompagner les différents acteurs impliqués dans la lutte contre la propagation du Covid-19.

Des opérations similaires, au titre des mêmes mesures préventives,

auront lieu dans d'autres wilayas du pays, a-t-il fait savoir.

Observant que l'action entreprise par l'AND atteste de la solidarité intersectorielle dans la prévention du nouveau coronavirus, le wali de Ain Defla, Embarek El Bar, a fait état de la détermination de l'Etat à lutter contre cette pandémie.

La directrice de l'Environnement de la wilaya, Samira Maâmeri, a, pour sa part, mis en exergue le travail accompli par l'entreprise locale de gestion des centres d'enfouissement technique (CET), exhortant les citoyens à faire preuve de civisme et à ne pas jeter les bavettes et gants utilisés à même la chaussée.

SÉTIF Saisie de 20 quintaux de viande blanche impropres à la consommation

Les services de la sûreté de la wilaya de Sétif ont saisi 20 quintaux de viandes blanches (poulets) impropres à la consommation, a-t-on appris jeudi, du responsable de la cellule de communication de ce corps de sécurité, le commissaire de police, Abdelouahab Aissani.

La même source a affirmé, à ce propos, que la brigade d'assainissement et d'hygiène relevant de la sûreté de wilaya, a réussi à intercepter un véhicule utilitaire non destiné au transport de denrées périssables, à l'entrée Est de



la ville de Sétif, chargé d'une quantité de viandes blanches (poulet) estimée à 3 quintaux, sans respect des normes d'hygiène les plus élémentaires, et dont un contrôle de la qualité a confirmé par la suite que cette viande est impropre à la consommation. En

poursuivant les investigations pour découvrir l'origine de cette viande, les membres de la même brigade, qui se sont rendus dans la zone industrielle réservée aux particuliers, ont découvert un camion contenant 5 quintaux de viandes blanches, ainsi

qu'un abattoir, a précisé la même source, ajoutant que le propriétaire ne détient aucun document attestant l'origine de cette viande, dont le poids total est estimé à 20 quintaux, en plus de 12 autres quintaux stockés dans la chambre froide.

Après avoir accompli les procédures légales nécessaires, un dossier pénal a été élaboré à l'encontre du contrevenant, poursuivi pour "vente de viandes blanches impropres à la consommation", et transmis aux autorités judiciaires compétentes.

COVID-19 À TIZI-OUZOU Plus de 900 infractions au confinement depuis le 5 avril

Un total de 938 infractions au confinement partiel de 15h à 7h appliqué à Tizi-Ouzou depuis le 5 avril dernier au titre des mesures préventives contre la propagation du Coronavirus Covid-19, ont été enregistrées par les services de la sûreté de wilaya, a-t-on appris jeudi de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Selon le bilan arrêté au 14 avril, sur les 938 infractions, 620 ont été commises par des piétons, 305 par des automobilistes et 13 par des motocyclistes.

"Des procédures pour non respect de la mesure de confinement sanitaire à domicile (procès, mise en fourrière du véhicule, retrait de permis de conduire) sont engagées à leur encontre", a-t-on indiqué de même source.

La Sûreté de wilaya a, par la même occasion, rendu hommage aux citoyens des villes et villages pour leur "compréhension, et surtout leur collaboration", et réitère son appel au bon sens pour le respect du confinement qui "contribue largement à préserver leur santé, la santé des leurs, et le bien-être de la collectivité", a indiqué la chargée de communication, la commissaire principale Djamilia Temmar.

EL TARF Interpellation de 11 repris de justice

Les services de la police de Chebaita Mokhtar (El Tarf) ont interpellé onze (11) individus impliqués dans une affaire "d'atteinte à l'ordre public", "violation de la mesure de confinement partiel" et "bagarre avec usage d'armes blanches", a-t-on appris jeudi du chargé de la communication à la sûreté de wilaya le commissaire principal Mohamed-Karim Labidi.

Agissant sur la base d'une information, qui leur est parvenue mardi soir, faisant état de la violation, aux environs de 22H30mn de la mesure de confinement partiel décidé pour prévenir du coronavirus par un groupe de malfrats résidant dans un quartier populaire à Chebaita Mokhtar, les services de police se sont aussitôt déployés sur les lieux où une bagarre entre les membres de ce groupe avait éclaté, a précisé le commissaire principal Labidi.

Agés entre 20 et 30 ans, ces individus, des repris de justice, ont été appréhendés et conduits au siège du commissariat pour finaliser les procédures judiciaires d'usage, a souligné la même source.

Présentés jeudi devant le magistrat instructeur près le tribunal correctionnel de Dréan, les 11 mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt, a précisé le commissaire principal Labidi.

TISSEMSILT/COVID 19 Réalisation d'un passage de stérilisation à l'EPH de Bordj Bounaama

Un groupe de jeunes de la commune de Boukaid (Tissemsilt) a réalisé un passage de stérilisation automatique pour l'établissement public hospitalier de Bordj Bounaama dans le cadre des efforts de prévention contre la propagation du coronavirus, a-t-on appris jeudi du représentant de ces jeunes Salah Fattah.

Ce passage, premier du genre dans la wilaya, a-t-il indiqué, a été installé hier mercredi à l'entrée de cet hôpital pour une stérilisation automatique au profit des staffs médicaux et paramédicaux exerçant dans cette structure sanitaire, ainsi que pour les malades et leurs accompagnateurs.

Réalisé par des jeunes artisans spécialisés, dont des électriciens, des feronniers et des plombiers résidant à Boukaid, ce passage est doté d'une caméra et permet de stériliser deux personnes en même temps en l'espace de 30 secondes, a-t-on fait savoir.

Ces jeunes envisagent de réaliser prochainement deux autres passages similaires qui seront installés au niveau des EPH de Tissemsilt et Theniet El Had, a annoncé leur représentant.

G7 - ECONOMIE Les pays du G7 travailleront ensemble à la réouverture de leurs économies

Les dirigeants des pays du G7 se sont engagés jeudi, lors d'une réunion en visioconférence, à travailler ensemble à la réouverture de leurs économies paralysées par la pandémie de coronavirus, a annoncé la Maison Blanche.

Ils "ont chargé leurs ministres de travailler ensemble pour préparer toutes les économies du G7 à rouvrir en sécurité et sur des bases qui permettront" à leurs pays "de retrouver une croissance économique avec des systèmes de santé plus résilients et des chaînes d'approvisionnement dignes de confiance", indique un communiqué de l'exécutif américain.

Les Etats-Unis exercent actuellement la présidence du groupe des pays les plus industrialisés, qui compte également Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada et Japon.

Les dirigeants se sont "accordés à rester déterminés à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer une réponse mondiale ferme et coordonnée à cette crise sanitaire et à la catastrophe humanitaire et économique qui lui est associée, et pour favoriser une relance forte et durable", ajoute le communiqué américain.

Dans un communiqué séparé, l'Union européenne a souligné la nécessité de "construire le monde post-Covid-19 en coopération étroite avec les organisations internationales existantes et en plaçant le multilatéralisme au cœur de l'action".

"La transition verte et la transformation numérique constitueront des éléments importants de la feuille de route de l'UE vers le redressement", ajoute le communiqué des deux responsables de l'UE ayant participé à la réunion, le président du Conseil européen Charles Michel et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen.

Les dirigeants du G7 se sont entretenus ce jeudi dans le cadre d'une visioconférence organisée par la présidence américaine sur la pandémie de Covid-19.

Le communiqué de la Maison Blanche affirme que, soutenant les critiques du président américain Donald Trump envers l'OMS, "les dirigeants ont reconnu que les pays du G7 contribueraient chaque année à hauteur de plus d'un milliard de dollars" à cet organe de l'ONU.

"Une grande partie de la conversation a porté sur le manque de transparence et la mauvaise gestion systématique de la pandémie par l'OMS", précise le texte américain.

Mais la chancelière allemande Angela Merkel a fait savoir, par la voix de son porte-parole Steffen Seibert, qu'elle n'était pas d'accord.

"La chancelière a souligné que la pandémie ne pouvait être surmontée que par une réponse internationale forte et coordonnée", a-t-il indiqué.

"Dans ce contexte, elle a exprimé son plein soutien à l'OMS".

Et Emmanuel Macron a "exprimé son soutien à l'Organisation mondiale de la santé et souligné le rôle central que celle-ci doit jouer", indique un communiqué de la présidence française. Les dirigeants de l'UE ont appelé tous les partenaires du G7 à "faire preuve de solidarité avec les pays et les communautés les plus vulnérables, notamment en Afrique". Dans ce contexte, l'UE a annoncé la tenue le 4 mai d'une conférence virtuelle de donateurs pour "renforcer la préparation au niveau mondial et assurer un financement adéquat afin de développer et de déployer un vaccin contre le coronavirus". Les pays du G20 ont décidé mercredi de suspendre pour un an le remboursement de la dette des pays les plus pauvres pour les aider à faire face à la pandémie de Covid-19.

APS

PÉTROLE L'OPEP poursuivra les efforts pour rétablir l'équilibre du marché

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a affirmé jeudi la poursuite des efforts conjoints dans le cadre de la coopération Opep et Non Opep visant à rétablir l'équilibre du marché mondial du pétrole qui subit actuellement un choc historique brutal.

"Les efforts conjoints, dirigés par l'OPEP dans le cadre de la déclaration de coopération vont continuer visant à rétablir l'équilibre du marché mondial du pétrole, dans les incertitudes et la volatilité actuelles, afin de garantir un approvisionnement en pétrole efficace, économique et sûr pour les consommateurs et un juste retour sur le capital investi", affirme l'Organisation dans son rapport mensuel portant évaluation et perspectives du marché pétrolier publié sur son site web.

Concernant l'évaluation du marché pétrolier, le rapport souligne que "le creux saisonnier typique des raffineurs, à la fin du premier trimestre de chaque année, est exacerbé par une destruction sans précédent de la demande de pétrole en raison de la propagation mondiale du COVID-19".

En fait, la demande de pétrole au 2ème trimestre de l'année en cours a été réduite à la baisse de près de 12 mb/j en glissement annuel, avec 60% des pertes provenant des carburants de transport, principalement de l'essence et du carburéacteur, explique l'Organisation. La même source ajoute que "les mesures de confinement mises en œuvre par divers gouvernements ont inclut des interdictions de grande envergure, des restrictions de voyage et des exigences de distanciation sociale, qui affectent actuellement plus de 40% de la population mondiale. Jusqu'à présent,



ces restrictions ont entraîné une chute de la consommation de carburant, au milieu de la constitution des stocks de produits, endommageant gravement les marchés de kérosène". Selon l'Opep "la gravité de l'effondrement devrait entraîner une contraction plus forte de la demande de pétrole, en particulier au cours du 2ème trimestre 2020 (2T20), s'étendant au 3ème trimestre et au 4ème trimestre de l'année en cours. "En fait, la contraction devrait atteindre 12 mb/j au 2T20, environ 6 mb/j au 3T20 et environ 3,5 mb/j au 4T20", selon l'Opep.

Elle souligne également que les défis pour les marchés de produits devraient se poursuivre, car la chute de la demande pourrait inciter davantage de raffineurs à réduire, voire à arrêter, leurs activités en raison de facteurs

économiques défavorables, du manque d'espace de stockage des produits ou de la disponibilité réduite du personnel.

"Les marges pourraient continuer de baisser, comme en témoigne l'Asie en février, si la demande ne reprend pas rapidement. De même, les entrées mondiales de raffineries ont chuté de 4,6 mb/j pour atteindre 76,6 mb/j, un creux record sur plusieurs années en février, les opérateurs chinois étant les plus touchés", lit-on dans le rapport de l'Opep.

Malgré des réductions de près de 20 à 30% dans la plupart des usines, les stocks d'essence sont en hausse sur les marchés d'exportation traditionnels des Etats-Unis, comme l'Amérique latine, qui renoncent aux accords de livraison, selon le même document. Cela exercera une pression supplémentaire sur les

marchés de l'essence avant la saison de conduite.

Les raffineurs américains font déjà état de lourdes pertes de retours au premier trimestre de 2020.

De l'autre côté de l'Atlantique, l'Organisation a fait savoir que les raffineurs européens sont confrontés à une offre excédentaire d'essence et de diesel en raison de la baisse des besoins d'importation de carburant en provenance d'Afrique de l'Ouest et d'Amérique latine, ainsi que de la concurrence accrue des raffineurs américains. En Asie, l'Opep estime que les marchés devraient rester faibles pendant les mois d'été, car l'impact négatif de COVID-19 affectera la demande de pétrole. La transition de l'Inde vers les carburants "Bharat de stade VI", qui devrait soutenir les carburants à faible teneur en soufre, aura probablement un impact insignifiant sur la consommation. Par ailleurs, l'OPEP observe que la reprise des activités économiques et industrielles en Chine en mars a incité certains raffineurs à augmenter les taux de production à la mi-mars, ce qui suggère que les cycles de raffinerie pourraient commencer à se rétablir globalement vers juin ou juillet. "Compte tenu de cette crise mondiale, les perspectives estivales des produits devraient souffrir de coupes à court terme et d'une faible demande au cours du prochain trimestre, en supposant une reprise plus lente", observe l'Opep.

Pétrole : l'AIE anticipe un effondrement historique de la demande en 2020

La demande mondiale de pétrole devrait s'effondrer de 9,3 millions de barils par jour (mbj) cette année, en raison de la paralysie économique planétaire générée par la pandémie de Covid-19, a indiqué mercredi l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans son rapport mensuel.

Cette chute "historique" ramènera la consommation mondiale à son niveau de 2012, autour de 90,6 mbj, estime l'agence basée à Paris, pointant du doigt la multiplication des mesures de confinement et des transports quasiment à l'arrêt sur l'ensemble du globe.

Sur le seul mois d'avril, l'AIE prévoit une chute de la demande de 29 millions de barils par jour par rapport à 2019, à des niveaux plus vus depuis un quart de siècle. La consommation devrait encore reculer de 26 mbj sur un an en mai, et de 15 mbj en juin. Certes, les mesures adoptées pour endiguer la pandémie et soutenir l'écono-

mie devraient permettre une "reprise" de la demande pétrolière au second semestre, mais celle-ci sera "progressive" et la consommation s'affichera toujours en décembre en repli de 2,7 mbj par rapport à 2019. "L'économie mondiale subit des pressions d'une ampleur inédite depuis la grande dépression des années 1930", note l'AIE. Face à la chute libre des cours du baril, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses principaux partenaires, réunis au sein de l'Opep+, se sont accordés dimanche sur une baisse 9,7 millions de barils par jour (mbj) en mai et en juin tandis que les pays du G20 ont promis une coopération accrue.

Ces mesures "ne vont pas rééquilibrer le marché immédiatement", mais elles constituent "une première étape solide", a salué l'AIE. "En amoindrissant le pic de l'offre et en ralentissant les gonflements de stocks, cela aide le système à absorber le

pire de la crise", souligne-t-elle, même si "aucun accord possible ne pourrait réduire l'offre pétrolière suffisamment pour compenser de tels plongements subits de la demande".

À la suite de l'accord de l'Opep+, la production mondiale de brut devrait être sabrée de 12 millions de barils par jour en mai, une baisse record, estime l'AIE.

De quoi permettre de limiter quelque peu la surabondance de l'offre.

Le gonflement de leurs réserves pétrolières stratégiques par la Chine, l'Inde ou les Etats-Unis, soucieux de profiter des cours très bas, devrait également aider le marché, note l'AIE.

L'agence prévoit ainsi que la demande pourrait redevenir supérieure à l'offre de brut au courant du second semestre, sur fond de forte réduction de la production, de gonflement des stocks et de rebond économique.

MÉTAUX - OR L'or au plus haut depuis sept ans, porté par l'affaiblissement du dollar

L'or évoluait mardi au-dessus de 1.700 dollars l'once après avoir atteint un nouveau sommet en sept ans, stimulé par l'affaiblissement du dollar et la prudence qui domine chez les investisseurs. Mardi matin, l'once d'or a atteint 1.728,09 dollars, un niveau plus observé depuis fin novembre 2012. Lundi, il avait déjà grimpé et atteint un plus haut depuis la même époque. "Cette nouvelle hausse n'est pas liée à un retour rapide du risque, mais plutôt à l'énorme augmentation du bilan de la Réserve fédérale", a expliqué Carlo Alberto De Casa, analyste. En adoptant une politique monétaire ultra-accommodante, la banque centrale américaine (Fed) a rendu

le dollar moins attractif et l'or étant libellé en billets verts, une baisse de ce dernier rend le métal jaune moins cher pour les investisseurs utilisant d'autres devises. Par ailleurs, si la pandémie de coronavirus continue de sévir dans le monde, avec plus de 117.000 morts, certains des pays les plus touchés entretiennent une lueur d'espoir. Cela aurait été de nature à peser sur l'or, traditionnelle valeur refuge, mais c'est surtout le dollar qui a souffert, tandis que "les investisseurs se sont rués sur le métal précieux en prévision de mouvements de prix potentiellement frénétiques dans les jours et les semaines à venir", a expliqué Ipek Ozkardeskaya, analyste.

FRANCE - ASSURANCES - ÉPIDÉMIE

Les assureurs ne peuvent pas rembourser les pertes d'exploitation des entreprises

La présidente de la Fédération française de l'assurance (FFA) a défendu à nouveau l'incapacité du secteur à rembourser aux entreprises les pertes d'exploitation liées à l'épidémie de coronavirus, estimées désormais à 60 milliards d'euros, mais assure qu'il fait sa part pour aider notamment les PME.

"En France, les pertes d'exploitation liées à la pandémie se chiffrent à près de 60 milliards, c'est-à-dire plus que les fonds propres des assureurs non-vie", a indiqué Florence Lustman au Figaro.

Pour les acteurs du secteur, "indemniser les pertes d'exploitation liées à la pandémie reviendrait à mettre le secteur de l'assurance à terre.

Personne n'a intérêt à ce que cela se produise. Nous ne pouvons pas mettre en péril l'argent que les Français nous ont confié, il s'agit en grande partie de leur épargne", fait-elle valoir. "Il faut comprendre les limites de notre métier.

Dans aucun pays au monde les pertes d'exploitation des entreprises qui ne sont pas consécutives à un dommage, comme un incendie par exemple, ne sont couvertes", soutient la présidente de la FFA, tout en concédant comprendre la "détresse" des petites entreprises.

Elle indique d'ailleurs que le secteur travaille "sur des mesures de soutien à l'économie", annonçant notamment un projet pour "investir plus de 1 milliard d'euros dans les PME et les ETI, notamment celles du secteur de la santé, qui a des besoins criants". "La Caisse des dépôts et consignations en assurera la coordination générale. Pour aller le plus vite possible, nous allons rouvrir des fonds existants. Et il est possible que nous en lancions de nouveaux", a-t-



elle détaillé. Les assureurs s'étaient déjà engagés à verser 200 millions d'euros au Fonds national de solidarité en faveur des petites entreprises et des indépendants, dont la création fait partie des mesures d'aide déployées par le gouvernement.

Mme Lustman écarte en revanche la possibilité d'un accord général pour rembourser une partie des primes auto au vu de la chute des usages en période de confinement: "Toutes les compa-

gnies d'assurance ne seront pas en capacité de rendre l'argent des primes auto car elles devront faire face à une hausse des sinistres dans d'autres branches."

Elle assure cependant que chacun des membres de la FFA va, "en fonction de ses moyens" proposer "des réductions de primes et des extensions de garanties". Des mesures pouvant représenter "plusieurs centaines de millions d'euros".

GB - ÉCONOMIE

L'économie britannique en difficulté, contraction du PIB

La contraction du produit intérieur brut de l'économie britannique pourrait atteindre 25% à 30% au deuxième trimestre alors que le bilan du coronavirus continue de progresser, rapporte lundi le quotidien The Times relayant des propos attribués au ministre des Finances, Rishi Sunak.

Le ministre, selon The Times, s'exprimait lors d'une réunion ministérielle portant sur les conséquences de l'épidémie de coronavirus au cours de

laquelle des membres du gouvernement ont réclamé un allègement des mesures de confinement à partir du mois prochain afin de limiter les dégâts sur l'économie.

"Il est important que nous ne finissions pas, avec ce confinement, par provoquer plus de dégâts.

Nous envisageons trois semaines supplémentaires de confinement puis nous pourrions commencer à l'alléger", a dit un ministre lors de cette réunion. Le Times,

qui n'identifie pas les ministres qui assistaient à cette réunion, indique que certains participants ont mis en garde pour leur part contre tout relâchement précocement des mesures de protection.

Le nombre de décès imputés au Covid-19 en milieu hospitalier a franchi dimanche le cap des 10.000 morts en Grande-Bretagne.

Le bilan quotidien fourni par le ministère de la Santé fait état lundi de 717 décès supplémentaires, portant le

total à 11.329 morts en milieu hospitalier. La Grande-Bretagne compte parallèlement 4.342 cas supplémentaires, pour un total de 88.621 cas confirmés.

Jeremy Farrar, directeur du Wellcome Trust, une fondation active dans le domaine de la santé, et membre du conseil scientifique rattaché au gouvernement, a déclaré à la BBC que le pays serait "certainement l'un des plus lourdement atteints, sinon le plus lourdement atteint, en Europe".

ÉTATS-UNIS - INDUSTRIE

Ford affirme avoir assez d'argent pour tenir jusqu'à fin septembre

Le constructeur automobile américain Ford, dont les usines nord-américaines et européennes sont à l'arrêt pour endiguer la propagation du Covid-19, a assuré lundi avoir assez de liquidités pour tenir "au moins" jusqu'à fin septembre.

"Nous pensons que nous avons l'argent suffisant pour opérer au moins jusqu'à la fin du troisième trimestre" même sans une reprise de la production de voitures ou de mesures d'économies supplémentaires, affirme Tim Stone, le directeur financier, cité dans un communiqué.

La trésorerie du constructeur automobile américain s'élevait à 30 milliards de dollars au 9 avril, dont plus de la moitié provient de deux lignes de crédit utilisées en urgence.

La marque à l'ovale bleu a suspendu en mars son programme de



rachats d'actions, destiné à choyer ses actionnaires, ainsi que le versement

d'un dividende de 600 millions de dollars au titre du premier trimestre.

Ford, en train de réduire ses dépenses opérationnelles, a reporté une partie des rémunérations des cadres dirigeants et encourage les employés américains à demander à bénéficier des indemnités promises par le gouvernement fédéral aux salariés affectés par la pandémie.

Il envisage par ailleurs de reprendre la production de voitures pendant le deuxième trimestre en cours mais ceci se fera par étapes.

"Toutes les décisions portant sur la reprise vont être prises en collaboration avec les syndicats locaux, les fournisseurs, les concessionnaires et les actionnaires", prévient néanmoins Ford, dont la co-entreprise en Chine est la seule à fabriquer des voitures actuellement.

AFRIQUE DU SUD

La Banque centrale sud-africaine baisse à nouveau ses taux d'intérêt

La Banque centrale sud-africaine a annoncé mardi une nouvelle baisse de son taux d'intérêt de base afin d'atténuer l'impact de la pandémie de coronavirus sur l'économie en récession, la deuxième diminution en moins d'un mois.

Cette réduction de 100 points "fait passer le principal taux à 4,25%", a précisé l'institution dans un communiqué.

Le mois dernier, la Banque avait déjà réduit ce même taux de 100 points à 5,25%, anticipant un fort recul de la croissance de l'Afrique du Sud en 2020 pour cause d'épidémie de Covid-19.

La crise sanitaire mondiale constitue un coup dur pour l'Afrique du Sud, entrée en récession au trimestre dernier, et menace particulièrement ses deux principales sources de devises, le secteur minier et le tourisme.

Le pays est englué depuis 2008 dans une crise qui se caractérise par une croissance molle, la détérioration des finances publiques, le chômage de masse (29,1%) et, récemment, des pannes d'électricité à répétition.

L'Afrique du Sud est le pays d'Afrique subsaharienne le plus touché par l'épidémie de Covid-19 partie de Chine, avec 2.272 cas de contamination ou confirmés dont 27 mortels, selon le dernier bilan.

Pour tenter d'endiguer sa propagation, le président Cyril Ramaphosa a plongé depuis le 27 mars son pays en confinement total, jusqu'au 30 avril au moins.

EGYPTE

La zone du canal de Suez annonce un contrat d'investissement de 50 millions de dollars

La zone du canal de Suez en Egypte et son terminal à conteneurs (SCCT) ont annoncé mardi un accord engageant 50 millions de dollars d'investissements qui, selon eux, contribueraient à stimuler la compétitivité du port de Port-Saïd Est.

Le terminal à conteneurs SCCT a ouvert ses portes en 2004 et est exploité par l'actionnaire majoritaire APM Terminals, qui fait partie de la société danoise APMoller-Maersk.

Il a eu du mal à attirer des investisseurs et lancer des activités de transbordement ces dernières années.

POLOGNE - TRANSPORTS

La compagnie polonaise LOT renonce au rachat de Condor à Thomas Cook

La compagnie aérienne polonaise LOT a annoncé lundi qu'elle abandonnait le projet de reprise de la filiale Condor, en faillite, du voyageur Thomas Cook.

Propriétaire exclusif de la LOT, le groupe d'Etat "Polska Grupa Lotnicza (PGL) a annoncé aujourd'hui à la compagnie aérienne Condor qu'il résiliait le contrat d'achat" du transporteur allemand, a déclaré à l'agence PAP une porte-parole du PGL.

"A ce stade, nous ne fournissons aucune autre information" supplémentaire, a ajouté Katarzyna Majchrzak. L'achat de Condor par le transporteur national polonais avait été annoncé fin janvier et devait être finalisé en avril. La compagnie allemande avait maintenu pendant un temps ses vols grâce à une aide publique transitoire de 380 millions d'euros garantie par l'Etat allemand, après l'annonce de la faillite du voyageur Thomas Cook, sa maison mère.

Aucun détail financier de l'accord n'a été rendu public. La LOT se vantait à l'époque de pouvoir devenir, grâce à cette reprise, "un leader de l'aviation européenne". Condor, fondée en 1956, dispose de 58 avions et emploie 4.900 personnes. Ses destinations phares étaient la Méditerranée et les Etats-Unis.

AGRICULTURE - GHARDAÏA Début du Maoussem de la tonte des ovins

Le traditionnel "Maoussem" de la tonte des moutons a débuté dans les différentes zones de pâturage de la wilaya de Gharđaïa, sur fond de campagne de sensibilisation et de mobilisation visant à atténuer les effets de la propagation du Covid-19, a-t-on constaté sur place.

Ce rendez-vous annuel, jadis très festif, organisé dans une ambiance conviviale et d'entraide "twiza" entre les éleveurs des différentes localités, s'est limité cette année à des opérations de tonte séparées et en conformité avec les mesures de distanciation et d'hygiène prises par les autorités compétentes pour faire face au coronavirus-19.

L'opération de la tonte se déroule dans des "conditions normales" malgré la pandémie coronarienne qui impose aux éleveurs de se conformer aux mesures de prévention prises pour faire face au Covid-19, a indiqué à l'APS Mustapha Djekboub, directeur des services agricoles (DSA) de la wilaya.

"Les activités agricoles et d'élevage se poursuivent dans la région, malgré la situation actuelle marquée par le Covid19", a souligné M.Djekboub, précisant que les services de la DSA sont à pied d'œuvre pour accompagner les agriculteurs à travers des campagnes de sensibilisation sur les mesures sanitaires à respecter.

La tonte d'ovins s'effectue annuellement à la fin du printemps et au solstice d'été dans un cadre de volontariat (Twiza), avec la participation de l'ensemble des éleveurs conviés à cette opération, a affirmé M. Hadj Kada Ould Larbi, éleveur et responsable local de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), rencontré lors d'une opération de tonte, organisée à Oued Métilli.

"Cette année, l'opération est biaisée par cette pandémie de coronavirus et le début du mois de Ramadhan", a-t-il ajouté.

"La Twiza est une tradition léguée par nos aïeux et constitue un élan de solidarité dans notre société marquée aussi par l'hospitalité et la convivialité", a expliqué Ould Larbi ajoutant que cette année, "il faut que tous les algériens s'unissent pour une seule cause: lutter contre le saut virus en respectant les consignes de confinement pour la sauvegarde de notre santé".

Les éleveurs respectent le confinement sanitaire partiel et les consignes "comme vous pouvez le noter dans cet espace en plein air choisi pour la tonte, et les tondeurs de moutons respectent aussi la distance de sécurité", a-t-il fait remarquer. "Nous sommes vigilants et nous le resterons pendant la durée du confinement et nous implorons Allah le Tout Puissant de nous accorder sa protection", a soutenu, de son côté, un tondeur. Armés de cisailles, les tondeurs volontaires séparés entre eux par une distance de plus de trois mètres se mettent à l'œuvre dans un endroit propre, en fredonnant à haute voix des panégyriques du Prophète Mohamed (QSSL) où les animaux, avec un toison bien épaisse après l'engraissement durant la période hivernale, sont rassemblés avant qu'un attrapeur amène l'animal au tondeur pour le débarrasser de son manteau d'hiver (toison). Selon les vétérinaires de la DSA, la tonte est un acte d'hygiène vétérinaire obligatoire qui permet d'éviter l'apparition des parasites, elle permet de rafraîchir l'animal et régénérer sa toison. Durant la cérémonie de la tonte, l'art culinaire est fortement mis en valeur par différents plats minutieusement préparés par les ménagères pour l'occasion, notamment le couscous à la viande ovine, le plat populaire "Arfis", sans oublier le traditionnel thé, tout en respectant cette année les consignes d'hygiène et la distanciation sociale.

Selon les statistiques des services de la DSA, l'opération de tonte touchera cette année près de 365.000 têtes ovines existantes dans les enclos de quelques 3.400 éleveurs de la wilaya de Gharđaïa. Une production de plus de 5.500 quintaux de laine brute ovine est attendue de cette opération de tonte des ovins qui a débuté dans l'ensemble des localités de la wilaya, a indiqué le DSA. En moyenne, chaque ovine produit 1,5 kg de laine, a fait savoir le responsable du secteur qui précise que si le tondeur était rémunéré à la bête, le prix de la laine ne pourrait en aucun cas couvrir la rémunération du tondeur.

Lors de cette cérémonie de tonte, des éleveurs ont évoqué les difficultés dont souffre la filière de la laine au niveau de la région, notamment sa commercialisation et ont échangé les expériences entre les professionnels en la matière.

Les éleveurs ont également exposé devant le DSA les difficultés rencontrées sur le terrain, notamment la rareté du pâturage, la sécheresse et le problème d'alimentation du bétail ainsi que le manque de puils de parcours, avant d'appeler la population rurale à observer et respecter le confinement pour préserver la santé.

20 JOURS DE CONFINEMENT À BLIDA Large adhésion au chef-lieu et proportionnel dans d'autres communes

La décision de confinements total, imposée depuis plus de 20 jours à la wilaya de Blida, pour mettre un frein à la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), bénéficie d'une large adhésion des citoyens du centre ville de Blida, au moment où elle est relativement suivie dans les autres communes de la wilaya, en dépit de l'intensification des campagnes de sensibilisation, dans ce sens.

Un fait qui a incité plus d'un à plaider pour le renforcement des mesures répressives à l'encontre des contrevenants au confinement, a-t-on constaté.

Lors d'une tournée au niveau des quartiers et artères principales du centre ville de Blida, l'APS a constaté une large adhésion des citoyens à la mesure de confinement total, décidée suite à l'enregistrement du plus grand nombre de cas de Covid-19, dans la wilaya.

Le trafic automobile, d'ordinaire étouffant, a carrément disparu, au moment où les gens ont déserté les rues de la ville, pour se barricader chez eux, histoire de se protéger contre ce virus tueur, qui a endeuillé plusieurs familles de Blida.

Calm e plat, également, au niveau des boulevards principaux de la ville, qui grouillaient de monde, auparavant, en raison du grand nombre de commerces en tout genre et des restaurants qu'ils concentraient, notamment le boulevard "Mohamed Boudiaf", dit "Boulevard des 20 mètres", ou encore les boulevards "Kritli Mokhtar", "LarbiTebessi", et "Place de la liberté".

Tous les commerces ont baissé rideau jusqu'à nouvel ordre, en application des décisions des autorités, à l'exception des activités commerciales assurant l'approvisionnement des citoyens en produits alimentaires de base et autres besoins en médicaments et autres (commerces d'alimentation générale, laiteries, boulangeries, boucheries, et pharmacies), ouverts jusqu'à 15H00.

C'est aux premières heures de la matinée, que les rues du centre ville de Blida semblent quelque peu s'animer.

Nombre de citoyens sortent pour acquiescer leurs besoins, non sans omettre de porter des bavettes, devenues désormais un accessoire obligatoire pour toute sortie.

Mais les rues sont désertées dès l'après-midi.

"J'évite de sortir au maximum, sauf pour nécessité extrême", a assuré dans une déclaration à l'APS, un homme, bavette au visage, rencontré dans une file d'attente, alignée devant une surface commerciale, où les clients reentraient par petits groupes de trois.

Adm étant la difficulté de la situation "d'autant plus que je suis retraité", a-t-il précisé, il a affirmé



avoir interdit à ses trois fils de sortir de la maison, en dépit du fait qu'ils sont contre l'idée de confinement.

"La situation sanitaire du pays, et celle de notre wilaya de façon particulière, placée en confinement total, suite au dépassement de la barre des 500 cas de Covid-19, exige un respect stricte de cette mesure", a-t-il souligné.

Echos relatifs à la décision dans les autres communes

Al'opposé de cette large adhésion au mot d'ordre de confinement de la population du chef lieu de wilaya, les autres communes de Blida, dont celles moyennes au chef lieu, semblent peu concernées par les appels réitérés à longueur d'heures et de journées (ça fait presque trois semaines), pour rester chez soi.

Ni les prières des imams, amplifiées par les hauts parleurs des mosquées, ni les supplications des services de sécurité sillonnant régulièrement rues et artères pour inciter les gens à rester chez eux, pour se protéger du virus, ne semblent avoir de mise sur les citoyens d'une grande majorité des communes, qui continuent à vaquer à leurs occupations comme si de rien n'était.

Exception faite des commerces et cafés fermés, les citoyens de ces communes, à l'instar de Bouàrfa (oues t de Blida), continuent à se regrouper dans leurs quartiers respectifs, faisant fi de toutes les instructions préventives et gestes barrières préconisés pour faire face au Covid-19.

"Pour une majorité de nous, il est impossible de rester confiné à la maison, toute la journée, quand on sait que la plupart habitent dans des trois pièces exigus", a indiqué à l'APS, un habitant de cette commune, dont l'une des familles a perdu quatre

membres, à cause de ce virus. Pour ce citoyen, le "respect du confinement constaté au centre ville de Blida, est le résultat des mesures drastiques prises par les services de sécurité, qui ont fermé toutes les voies et accès entre les rues, tout en intensifiant les patrouilles de contrôle". "Ce n'est nullement l'expression d'une quelconque prise de conscience chez la population", a-t-il estimé.

Lui emboitant le pas, un jeune (la trentaine) a exprimé son mécontentement à l'égard de cette décision de confinement, qui selon lui, a causé la perte de son gagne pain.

Il a néanmoins affirmé son application des gestes barrières et de prévention contre ce virus.

Même constat dans la commune de Boufarik, abritant l'hôpital où séjournent un nombre considérable de malades du Covid-19.

Les citoyens de la localité semblent pourtant inconscients des dangers et risques encourus par cette pandémie, au même titre que leurs concitoyens de Bouguerra, dont le P/APC a été contraint de menacer la population de recourir à la force publique pour les obliger à rester chez eux, suite à l'échec de toutes les campagnes de sensibilisation sur le danger de cette épidémie.

Des mesures répressives à l'encontre des contrevenants

Cette inconscience de certains face au danger du coronavirus, en dépit des efforts de sensibilisation consentis tant par les organismes publics que par la société civile, pour les convaincre des bienfaits du confinement, a contraint les services de sécurité à adopter des mesures répressives.

Selon un bilan communiqué par les services de la sûreté de wilaya de Blida,

quelque 1.978 personnes ont été arrêtées, pour infraction à la décision de confinement total, imposée à la wilaya depuis le 24 mars dernier.

Ces personnes ont fait l'objet de PV transmis à la justice, avant leur remise en liberté, parallèlement à la mise à la fourrière de 811 véhicules et 307 motos, a-t-on précisé de même source.

Par ailleurs, le lieutenant Mohamed Chalali, de la cellule de communication et de presse de la sûreté de wilaya, a particulièrement déploré le fait que certains citoyens permettent à leur enfants de sortir dans la rue, "en dépit des mises en garde des spécialistes, qui estiment que ceci constitue un risque pour leurs vie et celles des leurs", a-t-il indiqué.

Affirmant que la Loi sera appliquée à l'encontre des contrevenants, il a lancé un appel à tout un chacun en vue de contribuer dans la lutte contre cette pandémie, en restant chez soi.

Pour sa part, la responsable de la cellule d'information et d'orientation du groupement de la gendarmerie nationale, le lieutenant Amel Mezhoud a signalé la mise à disposition des citoyens, du numéro vert "1055" pour, a-t-elle dit "dénoncer tout contrevenant au confinement, car ils risquent leur vie et celle des autres".

Toujours est-il que le volet répressif est le recours ultime pour contraindre les personnes inconscientes au respect du confinement sanitaire, après la réussite des campagnes de sensibilisation, ayant impliqué associations de tous bords, réseaux sociaux et organismes publics, à convaincre un grand nombre de citoyens de rester chez eux pour éviter un risque de contamination par le Covid-19.

ONU - ENFANTS - VIRUS

Le SG de l'ONU appelle à protéger les enfants des conséquences du Covid-19

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé jeudi "les familles partout et les dirigeants à tous les niveaux à protéger nos enfants", qui même sans être les premières victimes du Covid-19 pourraient en subir lourdement les conséquences.

"Alors que la récession mondiale s'accélère, il pourrait y avoir des centaines de milliers de décès supplémentaires d'enfants en 2020", a-t-il dit dans un communiqué en présentant un rapport sur l'impact de la pandémie sur les enfants.

Selon l'ONU, cette estimation pourrait annuler en un an les deux à trois dernières années de progrès réalisés dans la baisse de la mortalité infantile.

Alors que les établissements scolaires ont largement fermé dans le monde, les enfants pourraient souffrir encore davantage de la faim car quelque 310 millions d'écoliers dépendent de l'école pour s'alimenter un minimum au quotidien, a relevé Antonio Guterres.

Selon l'ONU, 188 pays sur les 193 membres des Nations unies ont imposé des fermetures d'écoles, affectant plus d'un milliard et demi d'enfants et de jeunes.

Le confinement et une récession mondiale accrue alimentent une hausse des tensions au sein des familles, et "les enfants sont à la fois victimes et témoins de violences domestiques et d'abus", alerte par ailleurs le chef de l'ONU.

Les enfants pourraient enfin souffrir dans le domaine de la santé.



Afin d'enrayer la propagation du Covid-19, "des campagnes de vaccination contre la polio ont été suspendues, et une immunisation contre la rougeole a été interrompue dans au moins 23 pays", a-t-il relevé.

Mardi, plusieurs organisations et fondations avaient déjà estimé que plus de 117 millions d'enfants pour-

raient être privés de vaccin contre la rougeole à cause des interruptions de campagnes de vaccination.

Avant que la vaccination ne soit introduite en 1963 et qu'elle ne se généralise, le monde enregistrait tous les 2 ou 3 ans d'importantes épidémies de rougeole qui pouvaient causer environ 2,6 millions de décès par an, selon l'Organisation mondiale de la Santé.

USA - SANTÉ - MANIFESTATION

Les manifestations anti-confinement se multiplient aux Etats-Unis

Le confinement face au coronavirus est difficilement supportable pour certains Américains qui ont manifesté cette semaine contre les mesures de distanciation sociale et en soutien de Donald Trump, pour qui il est temps de faire "redémarrer l'Amérique".

Plusieurs dizaines d'opposants aux mesures de quarantaine se sont retrouvés jeudi devant le Capitole de Richmond, siège du gouvernement de l'Etat de Virginie.

Ils protestaient contre la prolongation jusqu'au 8 mai d'un décret d'urgence sanitaire qui a fermé de nombreux commerces et interdit les rassemblements de plus de dix personnes, pour freiner l'épidémie de coronavirus.

La veille, environ 3.000

personnes avaient manifesté en voiture à Lansing, la capitale de l'Etat du Michigan, défiant le décret de confinement émis par la gouverneure démocrate Gretchen Whitmer.

L'opération escargot, organisée par une coalition de groupes conservateurs baptisée "Les habitants du Michigan contre la quarantaine excessive", a provoqué un embouteillage dans le centre-ville.

Plusieurs centaines de personnes se sont ensuite rassemblées devant le siège du gouvernement local, arborant des pancartes "Mettez fin au confinement", "Nous voulons travailler" ou "Vivre libre ou mourir".

Des groupes portant armes automatiques et gilets pare-balles étaient

mêlés aux familles venues protester contre les mesures jugées trop restrictives mises en place jusqu'au 30 avril.

Ils fustigeaient notamment la fermeture des commerces considérés comme "non-essentiels", qui ont plongé propriétaires et salariés de ces magasins dans la crise.

Deux plaintes ont été déposées contre la gouverneure, au motif que son décret violerait la Constitution. "On peut être en colère", a commenté jeudi sur CNN la démocrate. "Si ça vous fait du bien de diriger ça contre moi, ça me va", a-t-elle ajouté à l'adresse des manifestants.

Elle a assuré comprendre ceux qui "deviennent un peu fous en restant à la maison" et qui s'inquiètent

"pour leur travail ou comment payer les factures".

"Le malheur, c'est qu'en étant dehors ils ont plus de risques de propager le Covid-19", qui a fait 1.900 morts dans cet Etat industriel, l'un des bilans les plus lourds dans le pays, a-t-elle rappelé.

La gestion de la crise par Gretchen Whitmer est pourtant saluée par une majorité des habitants du Michigan, un Etat remporté de justesse par Donald Trump en 2016.

Ailleurs dans le pays, des manifestations pour mettre fin au confinement ont eu lieu ces derniers jours en Caroline du Sud, dans le Kentucky ou dans l'Ohio.

D'autres rassemblements sont prévus samedi à Concord (New Hampshire) et à Austin (Texas).

ETATS-UNIS - VIRUS

La stratégie des Etats-Unis contre le COVID-19 laisse de côté les pauvres

Les pauvres aux Etats-Unis sont les plus durement touchés par la pandémie de COVID-19 et la stratégie des Etats-Unis contre cette maladie les laisse de côté, a estimé jeudi un expert des droits de l'Homme de l'ONU.

"Les personnes pauvres et à faible revenu sont exposés à des risques liés au coronavirus bien plus importants en raison de la négligence et de la discrimination chroniques qu'ils subissent, et la réponse fédérale, brouillonne et concentrée sur les entreprises, les laisse de côté", analyse Philip Alston, Rapporteur spécial de l'ONU sur la pauvreté extrême et les droits de l'Homme.

Dans un communiqué aux médias publié jeudi à Genève, cet expert souligne que les licenciements atteignent déjà un niveau record aux Etats-Unis et que le gouvernement se concentrait principalement sur les entreprises et les populations riches.

"Les communautés de couleur, qui sont confrontées à un fossé de revenus persistant, sont particulièrement exposées et décèdent à un rythme beaucoup plus élevé", a-t-il dit.

"Malgré ces risques graves, l'aide fédérale n'atteint pas encore les nombreuses personnes en besoin et elle est fondamentalement inadéquate en termes d'ampleur comme de nature considérant la magnitude de la crise et son impact à long terme", a déclaré M. Alston.

De nationalité australienne, M. Alston assume les fonctions de rapporteur spécial depuis 2014.

Selon cet expert, avant même la crise du COVID-19, on estimait que deux Américains sur cinq ne pourraient pas faire face à une dépense de 400 dollars sans s'endetter.

Par ailleurs, le Bureau de recensement des Etats-Unis estimait que 38,1 million de personnes vivaient dans la pauvreté en 2018, a-t-il estimé.

CENTRAFRIQUE

18 morts et 30 blessés dans un accident de la route dans le centre-ouest du pays

Dix-huit personnes ont été tuées et trente autres grièvement blessées mercredi après-midi dans un accident de la route à 54 kilomètres de la ville centrafricaine de Sibut (centre-ouest), a ont indiqué jeudi des sources locales et hospitalières.

D'après certains témoins, l'éclatement d'une roue avant d'un camion roulant à vive allure a été à l'origine du drame. Sur-le-champ de l'accident, quinze morts ont été dénombrés. Selon Abel Assaye, directeur de l'hôpital communautaire établi dans la capitale centrafricaine Bangui, non loin du lieu de l'accident, le centre a accueilli mercredi dans la soirée une trentaine de blessés qui ont subi des soins intensifs jusqu'à ce jeudi matin, avec le concours du personnel de Médecins sans frontières (MSF).

Parmi ces blessés, un a succombé de ses blessures. A l'hôpital de l'Amitié à Bangui, il est indiqué que la morgue a accueilli deux décès provenant de l'accident de Sibut. Ce qui, au total, a fait dix-huit morts.

USA

Des morts du virus empilés dans une maison de retraite du New Jersey

Jusqu'à 17 morts empilés dans une morgue improvisée: c'est une nouvelle tragédie liée à la pandémie qui est apparue cette semaine dans une maison de retraite du New Jersey, poussant le gouverneur de cet Etat à demander des comptes.

La police de la petite localité d'Andover, à une centaine de kilomètres à l'ouest de New York, n'a pas immédiatement confirmé ces chiffres. Mais selon le New York Times, elle a découvert lundi, après une plainte anonyme, 17 corps empilés dans la petite morgue de cet établissement, le Andover Sub-Acute and Rehabilitation Unit, une des plus grandes résidences pour personnes âgées de cet Etat.

Ces 17 morts font partie de 68 décès récents recensés dans cet établissement.

Sur ces 68 morts, 26 avaient testés positifs

au coronavirus, selon le journal. "Le personnel était clairement débordé, et probablement en nombre insuffisant", a déclaré Eric Danielson, chef de la police locale, à la chaîne CNN. "J'ai le coeur brisé face aux tragiques informations concernant des individus morts de l'épidémie de coronavirus au Andover Subacute and Rehabilitation Center", a réagi Phil Murphy, gouverneur du New Jersey, sur Twitter. "Je suis choqué qu'on ait autorisé l'empilement de corps dans une morgue improvisée". "J'ai demandé au procureur du New Jersey d'examiner cette affaire, et de passer en revue les établissements de soins à long terme du New Jersey qui ont enregistré un nombre disproportionné de morts depuis le début de l'épidémie", a-t-il ajouté. Ce drame, dans l'Etat américain qui compte le plus de morts

du coronavirus après New York, illustre la situation dramatique dans certaines maisons de retraite face à une épidémie qui frappe particulièrement les personnes âgées.

Dans un communiqué mis en ligne jeudi sur la page Facebook de la police d'Andover, un des co-propriétaires de l'établissement, Chaim Scheinbaum, fait valoir que des "problèmes de retards et d'horaires de nuit pendant le weekend avaient contribué à la présence de plus de morts que d'habitude" dans la morgue de l'établissement.

Il a cependant démenti qu'il y ait eu 17 corps, assurant qu'à aucun moment lundi, la morgue, qui peut selon lui contenir jusqu'à 12 corps, n'en avait compté "plus de 15". Il a aussi reconnu des problèmes de personnel, indiquant avoir reçu le 8 avril une

liste de recrues possibles, et avoir alors commencé à les contacter. Il a aussi assuré avoir désormais retrouvé "un personnel solide", avec non tament 12 infirmières pour 420 résidents. M. Scheinbaum n'a pas dit combien de personnes de l'établissement avaient testé positifs pour le virus, mais selon le New York Times, 76 résidents ont testé positifs et 41 membres du personnel sont malades du virus. A New York comme dans le New Jersey, les autorités ont promis des données précises sur la situation des maisons de retraite. Selon la chaîne NBC, citant les services sanitaires de différents Etats américains, l'épidémie avait tué mercredi 5.670 personnes en maisons de retraite, sur près de 30.000 morts au total aux Etats-Unis.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

ANNABA

L'hôpital Abdallah Nouaouria se dote d'un tunnel intelligent de stérilisation



L'établissement hospitalier spécialisé, EHS- Abdallah Nouaouria d'El Bouni (wilaya d'Annaba) a été doté d'un tunnel intelligent de stérilisation, réalisé à l'initiative de l'association "Green Bike" grâce aux contributions de la société civile dans la lutte contre le Coronavirus, a-t-on appris, jeudi, du président de cette association, Abdelhakim Laâchichi.

Placé à l'entrée de l'hôpital, ce tunnel a été fabriqué par un groupe de jeunes bénévoles, membres de cette association avec l'aide d'un groupe des Scouts musulmans de la commune de Sidi Ammar qui ont fourni des pulvérisateurs automatiques de produits désinfectants, selon la même source.

L'initiative a été fortement saluée par le personnel de cet établissement spécialisé en gynécologie obstétrique et chirurgie pédiatrique qui voit défiler plus de 200 personnes par jour, a-t-on noté.

L'association environnementale "Green Bike" espère multiplier cette initiative pour en faire bénéficier le reste des établissements de santé la wilaya et de contribuer aux efforts communs pour enrayer l'épidémie du Covid-19, a-t-on signalé.

BATNA

Mise en service du 1^{er} laboratoire privé agréé de dépistage du Covid-19

Le premier laboratoire d'analyses privé agréé pour le dépistage du nouveau coronavirus, Covid-19, à l'échelle nationale est entré en service jeudi à Batna, a indiqué Pr. Idir Bitam spécialiste des maladies infectieuses. Selon le même spécialiste, un expert à l'Institut Pasteur d'Alger et membre du staff chargé de l'agrément, ce laboratoire privé dispose de la plateforme technologique et des équipements nécessaires ainsi que de l'expérience lui permettant de contribuer à la campagne nationale de lutte contre l'épidémie du nouveau coronavirus et peut désormais à tout moment effectuer les tests de dépistage du Covid-19. Toutes les conditions de protection ont été mises à la disposition de l'équipe qui assurera ces tests sur les échantillons prélevés sur les personnes suspectées d'infection, a précisé le même spécialiste.

Pr. Bitam a souligné que le laboratoire de Batna est le premier à l'échelle nationale à obtenir l'autorisation de l'Institut Pasteur et l'accord du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière pour procéder aux tests de dépistage du Covid-19.

Il a en outre ajouté qu'un second laboratoire également privé devrait être prochainement ouvert à Bordj Bou Arreridj.

Le propriétaire du laboratoire situé à la cité Z'mala près du centre-ville de Batna, Dr.

Mounir Saâdlaoud, a déclaré à l'APS que les premiers tests de dépistage du Covid-19 seront réalisés jeudi après-midi affirmant que le laboratoire a la capacité de réaliser 200 tests par jour et les analyses apparaissent au plus tard dans deux heures et demie.

Il a aussi affirmé que ces tests seront assurés gratuitement dans le cadre des efforts nationaux de lutte contre cette pandémie.

ALGÉRIE - CORONAVIRUS

Fourar : "108 nouveaux cas confirmés et 12 nouveaux décès en Algérie"

Cent-huit (108) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et 12 nouveaux décès ont été enregistrés durant ces dernières 24 heures en Algérie, portant ainsi le nombre de cas confirmés à 2.268 et celui des décès à 348, a indiqué jeudi le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Djamel Fourar.

Les nouveaux décès ont été recensés à travers 8 wilayas, à savoir Alger (3 cas), Blida (3 cas), et un cas dans chacune des wilayas de Bejaïa, Khenchela, Ouargla, Skikda, Tipasa et Annaba, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie.

Concernant les personnes guéries, Dr Fourar a fait savoir que leur nombre a atteint 783, indiquant que le nombre de cas sous traitement a atteint 3495, comprenant 1424 cas confirmés par analyses de laboratoires (TCR) et 2071 cas "suspects" diagnostiqués par radiologie et scanner.

"Un total de 59 patients sont toujours en soins intensifs", a-t-il ajouté.

Il a relevé que l'ensemble des cas confirmés au coronavirus ont été enregistrés à travers 47 wilayas, dont 69% à travers 8 wilayas (Blida, Alger, Oran, Sétif, Tipasa, Tizi-Ouzou et Ain Defla), signalant que 24 wilayas n'ont enregistré aucun cas au coronavirus ce jeudi et que dans 16 autres, il a été recensé entre un et trois cas.

Il a précisé que la moyenne d'âge des personnes affectées est de 53% pour la



catégorie comprise entre 24 et 60 ans, alors qu'elle est de 38% pour ceux âgés de 60 ans et plus.

Dr Fourar a précisé aussi que l'ensemble des décès a été recensé à travers 38 wilayas, dont 52% à Alger et Blida.

Enfin, il a rappelé que le numéro vert

(3030) reste à la disposition des citoyens pour répondre à leurs préoccupations, réitérant l'impératif de respecter les recommandations des spécialistes concernant les règles d'hygiène personnelle et environnementale, ainsi que des conditions de confinement sanitaire.

"ALGERIA START-UP CHALLENGE HACKATON"

Une vingtaine de porteurs de projets répondent à l'appel à projets à Oran

Une vingtaine de porteurs de projets ont jusqu'à présent répondu à l'appel à projets lancé par l'équipe "Algeria start-up Challenge hackaton" (ASC) dans le but de trouver des solutions innovantes à des thématiques liées au COVID-19 dans le cadre de la compétition "Le Coronhackaton", a-t-on appris jeudi des initiateurs. Ces projets, présentés par de jeunes porteurs de projets innovants, concernent essentiellement les domaines de la santé, de la télémédecine, l'amélioration du service public et le e-commerce, entre autres. Les projets soumis portent essentiellement sur le signalement des urgences (avec des fonctionnalités de téléconsultation et d'alerte suspicion Covid-19), livraison des achats aux citoyens confi-

nés dans chaque quartier (avec une plateforme de commande en ligne du panier de la ménagère, ajoutée à une solution de pré-paiement) afin de limiter les contacts physiques. D'autres initiatives ont été mises en avant comme les solutions prévoyant l'après-Covid19, à l'exemple d'une plateforme digitale de recrutement et d'insertion professionnelle pour les jeunes chômeurs et les déshérités directement touchés par la crise. Certains projets déjà en phase de mise en œuvre effective, nécessitent davantage d'accompagnement, a-t-on fait savoir de même source. Parmi Les projets retenus, un projet de télémédecine initié par un jeune développeur de la wilaya d'Oran, "Assifini" (secourez-moi), et un autre se rapportant

au shopping en ligne "Akdhilli", entre autres.

Le Coronhackaton est une initiative qui vient s'imbriquer dans la 2e édition du concours "Algeria start-up challenge" (ASC) pour s'adapter à la situation actuelle et tenter d'apporter des solutions innovantes à certains problèmes liés au Covid-19, a-t-on expliqué. L'initiative, toujours ouverte online, s'articule autour de quatre modules : médical, sanitaire, sociétal et économique.

"Tous les projets qui concernent la logistique liée aux institutions hospitalières et au traitement des patients, les produits agroalimentaires, la téléconsultation, le télétravail, le E-learning, le divertissement en confinement et l'économie de l'après conro-

navirus sont les bienvenus", a-t-on souligné.

C'est une compétition qui implique tous les porteurs de projets, sur le territoire national, ayant une solution concrète et viable susceptible d'aider à faire face à la pandémie.

L'ASC est un événement initié lors de sa première édition en 2018 par un groupe de jeunes étudiants de l'école des Hautes études commerciales (AHEC) de Koléa.

Cette année "Algeria start-up Challenge" revêt une dimension nationale sous l'ombrelle de Capocwork.

Organisé sous forme de compétition, il a pour but de booster les porteurs de projets innovants et les propulser dans le monde de l'entrepreneuriat.

AIN TÉMOUCHENT

Geste de gratitude au staff médical traitant les malades du coronavirus

Les services de la protection civile et les différents services de la sûreté de wilaya d'Ain Temouchent ont exprimé leur gratitude au personnel médical qui se charge du suivi et du traitement des personnes atteintes du coronavirus à l'établissement hospitalier de référence "Frères Cheriet" dans la commune d'El Amria.

Les représentants des services de la protection civile, de la sûreté nationale, de la gendarmerie nationale et des douanes ont exprimé, en signe d'encouragement, leur gratitude au personnel médical et paramédical, aux agents d'hygiène et aux bénévoles exerçant à l'hôpital de référence pour les efforts déployés pour le traitement des personnes atteintes du coronavirus.

Le chef de service prévention à la direction de la protection civile d'Ain



Temouchent, le capitaine Mohamed Moulkhaloua, a rendu hommage au per-

sonnel médical et paramédical chargé du traitement des personnes atteintes du coronavirus, ""présent dans les premiers rangs pour faire face à cette épidémie." Par cet élan de solidarité, cette reconnaissance et ce geste de gratitude, les divers corps de sécurité entendent remonter le moral du personnel médical qui a relevé le défi et a été volontaire pour être dans les premiers rangs pour faire face avec détermination aux dangers du coronavirus, en veillant à fournir les soins nécessaires aux personnes infectées par cette nouvelle épidémie, a-t-il déclaré.

Ce geste humanitaire a été accompagné de prières implorant Allah Le Tout Puissant d'assister le personnel soignant dans sa mission et de guérir les personnes atteintes par le Covid-19.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

Plus de 2 millions de cas confirmés dans le monde selon l'OMS

Le nombre de cas de contamination au COVID-19 dans le monde a dépassé les 2.000.000, atteignant 2.034.477, selon les derniers chiffres publiés vendredi par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

L'Europe a enregistré le plus grand nombre de cas confirmés (1.013.093), suivie par les Amériques (743.607), le Pacifique occidental (127.270), la Méditerranée orientale (114.910), l'Asie du Sud-Est (22.325) et l'Afrique (12.360).

En outre, le nombre de décès dus au COVID-19 a atteint 133.873 dans le monde, toujours selon l'agence onusienne basée à Genève.

FRANCE
Le bilan atteint 17.920 morts

L'épidémie de coronavirus a fait au moins 17.920 morts en France depuis début mars, en augmentation de 753 décès en 24 heures, a indiqué jeudi le directeur général de la santé Jérôme Salomon. Le nombre de patients hospitalisés et de patients en réanimation sont tous deux de nouveau en baisse (-474 et -209 respectivement), indiquant que "la circulation du virus se stabilise à un niveau élevé", a précisé le numéro 2 du ministère de la Santé. Sur les décès, 11.060 ont été enregistrés à l'hôpital et 6.860 en établissements médico-sociaux, dont une majorité en maisons de retraites médicalisées (Ehpad). Le nombre des patients hospitalisés est en baisse pour le deuxième jour consécutif, à 31.305, avec un solde négatif de 474. Et celui des patients en réanimation, en baisse depuis le 9 avril, s'établit à 6.248, avec un solde négatif de 209. Ce chiffre dépasse toujours le nombre de lits de réanimation dont la France disposait avant l'épidémie (environ 5.000) et malgré ces "légères baisses" plusieurs régions connaissent "toujours des tensions" dans les établissements hospitaliers, a souligné M. Salomon. Interrogé sur le passage d'un éventuel "pic" de l'épidémie, il a répété que, selon les évolutions chiffrées, la situation correspondait à un "plateau", appelant à continuer à respecter confinement et gestes barrières.

ETATS-UNIS
La barre des 30.000 morts recensés franchie

La barre des 30.000 morts recensés du nouveau coronavirus a été franchie jeudi aux Etats-Unis, selon le comptage en temps réel de l'université Johns Hopkins.

Selon cette source, 30.990 personnes sont mortes dans le pays depuis le début de la pandémie.

Les Etats-Unis sont le pays le

plus endeuillé au monde, devant l'Italie (avec 21.645 morts), l'Espagne (19.130) et la France (17.167).

La première puissance mondiale, où près de 640.000 cas ont par ailleurs été officiellement déclarés, a relevé ces deux derniers jours un bilan record du nombre de nouveau

décès quotidiens.

La ville de New York, épicentre de l'épidémie américaine, a ajouté mardi 3.778 morts "probables" du Covid-19 à son bilan. Le président Donald Trump a promis de dévoiler jeudi sa feuille de route pour le redémarrage progressif de l'économie américaine.

CHINE
La ville de Wuhan révisé les nombres de cas confirmés et mortels de COVID-19

La ville de Wuhan, dans le centre de la Chine, a révisé vendredi à la hausse le nombre de cas confirmés de la maladie à nouveau coronavirus (COVID-19) et celui des décès dus à cette maladie, rapporte l'agence Chine Nouvelle.

Après cette révision, le nombre total de cas confirmés de COVID-19 à Wuhan a augmenté de 325 pour atteindre 50.333, et celui des cas mortels a connu une hausse de 1.290 à 3.869, selon un bilan dressé jeudi en fin de journée.

Dans une annonce, le centre municipal de prévention et de contrôle de l'épidémie de COVID-19 de Wuhan a expliqué la différence des chiffres par quatre raisons.

Au début de l'épidémie, détaille le document, un nombre important de patients "ont accablé les ressources médicales et la capacité d'admission des établissements médicaux.

Certains patients sont morts chez eux sans avoir été traités à l'hôpital" et qu'au point culminant des efforts de traitement, les hôpitaux fonctionnaient au-delà de leurs capacités, et le personnel médical "était occupé à sauver et à traiter les patients, ce qui a conduit à des rapports tardifs, manqués ou erronés".

En raison de la hausse rapide du nombre d'hôpitaux désignés pour le traitement des patients du COVID-19, y compris ceux administrés par les ministères, la province du Hubei, la ville de Wuhan et ses arrondissements, ceux affiliés à des entreprises, ainsi que les hôpitaux privés et les hôpitaux temporaires, quelques établissements médicaux "n'étaient pas connectés au réseau d'informations épidémiologiques et ont manqué de signaler leurs données en temps opportun", poursuit l'annonce selon laquelle les informations d'enregistrement de certains patients décédés "n'étaient pas complètes, et il existait des répétitions et des erreurs dans le rapport".

Un responsable du centre a indiqué à la presse qu'un groupe pour les mégadonnées liées à l'épidémie et les enquêtes épidémiologiques avait été établi fin mars.

Le groupe a utilisé des informations en provenance des systèmes en ligne et a collecté des informations complètes depuis tous les lieux liés à l'épidémie pour s'assurer que les faits sur chaque cas soient exacts et que chaque chiffre soit objectif et correct, a souligné le responsable.

USA
Trump trop lent à réagir, pour une majorité d'Américains

Près des deux tiers des Américains estiment que Donald Trump a tardé à prendre des mesures décisives face à la menace du coronavirus qui se répandait dans d'autres pays, affirme un sondage publié jeudi.

Selon le centre de recherche Pew, 65% des personnes interrogées critiquent la gestion du début de la crise sanitaire par le président américain, qui a minimisé pendant plusieurs semaines la gravité de l'épidémie

apparue fin décembre 2019 en Chine, et son impact sur les Etats-Unis.

Si les opinions suivent largement les lignes politiques, une légère majorité des républicains modérés et libéraux (53%) rejoignent toutefois les 92% de démocrates dénonçant sa lenteur à agir, qui fait l'objet d'une polémique.

Selon cette enquête, conduite du 7 au 12 avril sur un échantillon de 4.917 personnes, une majorité (52%) des son-

dés estiment que le président a embelli la situation dans ses déclarations publiques.

Seulement 39% pensent que le milliardaire républicain présente au public la situation "telle qu'elle est" lors de ses conférences de presse quasi quotidiennes retransmises en direct à la télé vision.

Alors que les Etats-Unis sont le pays le plus frappé au monde par l'épidémie de Covid-19 (près de 660.000 cas posi-

tifs et au moins 32.000 morts) une large majorité d'Américains (73%) affirment que "le pire est encore à venir" dans la crise sanitaire et économique.

Ils ne semblent pas suivre le président qui veut rapidement faire redémarrer la première économie mondiale, 66% s'affirmant inquiets d'une levée des restrictions trop rapide, alors que seulement 32% s'inquiètent qu'elle soit trop lente.

ALLEMAGNE
La situation est "sous contrôle"

L'épidémie de nouveau coronavirus est désormais "sous contrôle et gérable" en Allemagne, a assuré vendredi le ministre de la Santé Jens Spahn.

"Nous pouvons maintenant dire que cela a réussi, nous avons réussi à passer d'une croissance dynamique à une croissance linéaire, les taux d'infection ont diminué de manière significative", a fait valoir lors d'une conférence de presse le ministre, précisant que l'Allemagne avait testé à ce jour quelque 1,7 million de personnes.

Le taux d'infection (nombre de personnes que contamine en moyenne un malade du Covid-19) est ainsi inférieur à 1, atteignant vendredi 0,7 selon l'estimation publiée par l'institut Robert Koch, l'autorité fédérale chargée de la veille épidémiologique.

Angela Merkel a annoncé mercredi un assouplissement des restrictions sociales, avec notamment la réouverture à partir du 4 mai des écoles et lycées.

Les magasins de moins de 800 m2 sont autorisés à rouvrir.

Les grands rassemblements restent interdits jusqu'au 31 août au moins et une distance minimale d'1,5 mètre doit être observée dans les lieux publics.

Le ministre de la Santé a également annoncé vendredi que l'Allemagne avait attribué à une cinquantaine d'entreprises des contrats pour fabriquer au total 10 millions de masques répondant à la norme

de protection FFP2 et 40 millions de masques chirurgicaux par semaine à partir du mois d'août.

L'Allemagne comptait vendredi 133.830 cas officiellement déclarés de nouveau coronavirus (+3.380 en 24 heures), et 3.868 décès, selon l'Institut Robert Koch.

CORÉE DU SUD
Essais cliniques pour un traitement anti-Covid-19

La Corée du Sud ambitionne d'entamer les essais cliniques pour un traitement à base d'anticorps contre le nouveau coronavirus (Covid-19) durant l'année en cours en vue de commercialiser un médicament en 2021, a fait savoir mardi un responsable du gouvernement.

"Trouver un médicament et un vaccin est le seul moyen de faire face à la pandémie", a affirmé un haut officiel du ministère de la Santé en charge des mesures de confinement, Yoon Tae-ho, notant que la grande quantité d'échantillons de sang collectés auprès de personnes atteintes du nouveau coronavirus dans le pays aidera à mener les essais cliniques

de médicaments à base d'anticorps avant la fin de cette année. De même, un processus d'utilisation de plasma sanguin prélevé de patients rétablis du Covid-19 pourrait être développé dans deux ou trois mois, a-t-il poursuivi. "Si des progrès significatifs sont réalisés, les médicaments pourront être lancés l'année prochaine et un vaccin, pour inoculer les personnes de la contamination, sera disponible à la fin de 2021 ou en 2022", a assuré le responsable.

La Corée du Sud a signalé jusqu'à présent 10.591 cas d'infection au Covid-19 sur son sol, après avoir confirmé la première infection fin janvier dernier.

APS

HERNIE DISCALE : ON OPÈRE OU PAS ?

Grâce à l'efficacité des infiltrations, on opère de moins en moins les hernies discales. La chirurgie reste indispensable dans seulement 5 à 10% des cas, précise le Dr Jean Huppert, neurochirurgien du dos à Saint-Etienne.

QUAND FAUT-IL OPÉRER UNE HERNIE DISCALE ?

La chirurgie s'impose si la hernie discale est si importante qu'elle induit une sciatique "hyperalgique", avec des douleurs intolérables et handicapantes, résistantes à tous les autres traitements.

La chirurgie est également la seule solution dans certaines situations nécessitant une intervention en urgence : sciatique paralysant le pied, difficulté à uriner ou à aller à la selle, etc.

COMMENT SE PASSE L'OPÉRATION ?

On opère sous anesthésie générale. Le chirurgien pratique une petite incision de 2 à 4 centimètres, retire le fragment de disque qui comprime le nerf et vide le disque lésé. L'intervention dure 30 à 45 minutes ; l'hospitalisation, 2 à 4 jours.

A noter : si le patient est en bonne santé (hormis son mal de dos), cette intervention peut se faire en ambulatoire, avec une hospitalisation d'un jour seulement.

L'opération fait disparaître la douleur sciatique (au niveau de la fesse et de la jambe) dans plus de 60% des cas. Le patient peut marcher dès le lendemain. Concernant la douleur au dos, les résultats sont plus mitigés.

ET SI ÇA NE MARCHÉ PAS ?

Si la chirurgie "simple" du disque lésé ne suffit pas, le chirurgien peut supprimer ce disque, en le remplaçant par une prothèse ou une greffe d'os. Mais ces in-



terventions sont plus lourdes.

Les risques sont rares mais peuvent être sérieux (infection, paralysie, etc.). Ils

concernent moins de 1% des cas.

Le conseil : s'adresser à des centres où exercent des neurochirurgiens ou des

orthopédistes expérimentés et spécialisés dans le dos, qui pratiquent ce type de chirurgie en routine.



LES ALTERNATIVES À LA CHIRURGIE

On opère de moins en moins les hernies discales. Et bientôt, certaines techniques prometteuses prendront le pas sur la chirurgie "classique".

LA "CHIRURGIE" AU LASER

C'est la technique dite de nucléolyse-laser. Réalisée par des radiologues interventionnels, elle est réservée aux hernies discales de taille moyenne, qui compriment peu le nerf. Sous anesthésie locale et contrôle radiologique, le radiologue introduit, à travers la peau, une fibre optique de moins d'un millimètre d'épaisseur, et la

place au centre du disque lésé. Puis le laser émis par cette fibre détruit, par chauffage (indolore), le centre du disque. Ce qui supprime la hernie.

L'intervention nécessite une hospitalisation d'une demi-journée. La convalescence dure un mois. Bons résultats dans 70 à 80 % des cas.

L'INJECTION D'UN GEL DANS LE DISQUE

Ce geste consiste à injecter un gel d'éthanol, commercialisé sous le nom de Discogel®, directement à l'intérieur du disque interverté-

bral abimé. Le gel forme ensuite une sorte de prothèse souple et redonne forme au disque. "Ce traitement améliore la douleur chez 70 à 90 % des patients" garantit le Pr Jacques Théron à la Clinique Paris V. Ceci dit, certains médecins craignent que la perforation du disque pour injecter le gel n'aggrave l'état du disque. Un essai clinique de ce traitement devrait bientôt être lancé à l'Hôpital Lariboisière de Paris. Seuls 6 centres le proposent, dont l'Hôpital Lariboisière à Paris et les CHU de Caen et de Bordeaux. Son coût : 2600 €, non remboursés.

Mal de dos : les médicaments antidouleur

- La règle est de commencer par du paracétamol (jusqu'à 3g par jour). Le médecin y ajoute très souvent des AINS (anti-inflammatoires). Certaines douleurs du dos peuvent même nécessiter, sur une durée courte, la prise d'antalgiques plus puissants comme des morphiniques.
- Les anti-inflammatoires locaux (gels) sont

assez peu efficaces, car la colonne vertébrale est une structure trop profonde pour en ressentir l'effet.

- Les myorelaxants (décontractants musculaires) peuvent rendre service si des tensions musculaires sont à l'origine du mal de dos, comme dans le cas d'un lumbago. Ils ont peu d'effet sur la sciatique, qui est causée par une

irritation du nerf à sa sortie de la moelle épinière, entre deux vertèbres du bas du dos. Cette irritation est souvent due à une hernie discale.

- Des infiltrations de cortisone bien ciblées peuvent alors aider à passer le cap le plus douloureux. Quand ça marche, le soulagement est rapide. Mais on se limite à une ou deux, car ce

geste n'est pas anodin.

- Si la douleur est aiguë, on arrête les antalgiques dès qu'elle diminue (souvent après quelques jours).

- En cas de douleur persistante (lombalgie chronique, évoluant depuis plus de trois mois, arthrose), il est plus efficace de les prendre en continu, en essayant de limiter les doses.

Mal de dos : Améliorer sa posture pour éloigner les tensions

Capable de soutien, comble de souplesse, le dos est extraordinaire. A condition qu'il d'être dans le bon axe et entouré par de bonnes structures. La posture idéale est celle dans laquelle on se sent bien.

Debout au assis, les muscles de notre dos doivent être relâchés, et notre colonne vertébrale doit former une légère courbure en S. On parle de mauvaise posture (trop avachie ou trop raide voir schémas) lorsque la colonne subit des contraintes inutiles. Et là longue, le dos devient plus sensible aux traumatismes et aux douleurs car les muscles, les ligaments, les disques intervertébraux et les articulations vertébrales subissent ces contraintes répétées. Si vos épaules et votre nuque sont douloureuses, on relâche ces muscles, afin d'éviter d'être trop voûté ou tendu. Être en surpoids, augmente la contrainte sur la colonne vertébrale, car le bassin bascule anormalement vers l'avant, ce qui a pour effet de déplacer le centre de gravité plus en avant encore. Résultat, les muscles du dos doivent compenser, ce qui augmente la compression de la région lombaire. Il est donc important de perdre du poids et de renforcer les muscles stabilisateurs. Parallèlement à un régime, faire davantage d'exercice physique, par exemple en allant au travail à pied ou en vélo, plutôt qu'en voiture sera toujours bénéfique et la posture s'améliorera naturellement.

PARFOIS UNE QUESTION DE PIEDS

La position de nos pieds et de nos chevilles entraînent parfois une mauvaise posture et des douleurs dans le bas du dos. C'est le cas lorsque la voûte plantaire est très faible (pieds plats), provoquant un affaissement du pied vers l'intérieur - on appelle cela la pronation excessive (hyperpronation). Il en résulte un mauvais alignement des ligaments, des muscles et des tendons des pieds, des jambes et du dos. Des semelles orthopédiques (orthèses) sont permises permettent de rectifier le mauvais alignement et de soutenir correctement le pied.

Elles peuvent être achetées sans ordonnance ou faites sur mesure. Idéalement mieux vaut éviter de porter des talons hauts car ils accentuent la courbure de la colonne vertébrale, ce qui peut là aussi engendrer un mal de dos.

LES BONS GESTES POUR SOULAGER SON DOS

POUR ÉVITER D'AVOIR MAL AU DOS, IL FAUDRAIT ESSAYER SE TENIR DROITE LE PLUS SOUVENT POSSIBLE. VOICI QUELQUES MOUVEMENTS QUI COMPENSENT LES DÉSÉQUILIBRES DE NOTRE COLONNE VERTÉBRALE.

ON JOUE DU BASSIN

Lorsqu'on qu'on reste debout trop longtemps, on peut avoir tendance à creuser le bas du dos ce qui peut occasionner des douleurs. Cette position permet de compenser la cambrure au niveau lombaire.

- Debout, bras le long du corps, écarter les pieds de la largeur du bassin.

- Rentrer le ventre et serrer les fesses en dirigeant légèrement le pubis vers l'avant et le haut. Maintenir cette position de rétroversion du bassin en gardant le ventre tonique et les épaules ni trop vers l'avant ou l'arrière.

ON SE MET DOS AU MUR

Après 1 ou 2 heures de ménage, on soulage son dos avec ce mouvement.

- Debout, dos contre un mur, bras le long du corps, écarter les pieds de la largeur du bassin.

- Faire un pas en avant, puis poser le second pied à côté du premier.

- Effectuer une rétroversion du bassin (basculer vers l'arrière) et sentir que le dos se plaque entièrement contre le mur.

- Garder la position jusqu'à sentir un soulagement en respirant lentement et profondément.

ON Pousse LES FESSES EN ARRIÈRE

Idéal pour soulager les personnes qui travaillent assises toute la journée, cet exercice, (à effectuer toutes les 2 heures) redresse les dos arrondis tout en élargissant la zone lombaire.

- Debout devant une table, jambes écartées de la largeur du bassin, faire un pas en arrière, puis poser le second pied à côté du premier.

- Plier légèrement les genoux et fléchir le buste vers l'avant pour poser les mains à plat devant soi sur la table. Les bras sont tendus et la tête est dans le prolongement de la colonne vertébrale.

- Pousser les fesses vers l'arrière comme si on voulait s'assois.

- Maintenir la position jusqu'à ressentir un soulagement en respirant lentement et profondément.

ON FAIT LA FENTE

En allongeant la colonne vertébrale, ce mouvement étire et redresse les dos arrondis.

- Debout, face à un mur tendre les bras devant soi et poser les mains à plat au mur à hauteur des épaules.

- Faire un grand pas en arrière avec la jambe



droite et fléchir le genou gauche.

- La jambe droite est bien tendue et la tête est dans le prolongement de la colonne vertébrale.

- Maintenir cette position jusqu'à ressentir un soulagement en respirant lentement et profondément.

- Recommencer de l'autre côté

UNE ASTUCE POUR SE TENIR DROITE

Se tenir droit ne veut pas dire effacer les courbes naturelles du dos mais plutôt allonger

sa colonne vertébrale au maximum. Le but ? Créer de l'espace entre les vertèbres qui se tassent avec le temps. En prenant l'habitude d'essayer de se "grandir" de la tête jusqu'aux fesses, on se redresse et on renforce tous les muscles qui entourent la colonne vertébrale dont les abdominaux profonds qui protègent le dos. Si c'est difficile au début, on essaie de tenir pendant 10 minutes par heure. Puis on augmente à 15 mn et ainsi de suite jusqu'à ce que cette posture devienne permanente.

MAL AU DOS : C'EST MÉCANIQUE OU INFLAMMATOIRE ?



Il n'est pas toujours facile de faire la différence entre les différents maux de dos. Mais il existe des signes qui ne trompent pas. Sonia Martinez Reygaza, kinésithérapeute et auteur de *Soulager votre mal de dos sans médicaments, vous dit lesquels.*

Un mal de dos mécanique est souvent lié à un effort ou à un traumatisme tandis que le mal de dos inflammatoire est, comme son nom l'indique, lié à une inflammation. Le premier

arrive brusquement tandis que le second peut s'installer de façon chronique. Cela étant dit, quels sont les signes qui vont vous permettre d'identifier précisément le mal de dos dont vous souffrez ? Kinésithérapeute et ostéopathe, auteur de *Soulager votre mal de dos sans médicaments, c'est malin* (éd. Leduc.s), Sonia Martinez Reygaza vous aide à mettre un nom sur votre douleur.

ZIMBABWE

La crise de la faim s'aggrave en pleine pandémie du coronavirus

Au Zimbabwe, la crise de la faim provoquée par le changement climatique et la récession s'aggrave alors que le Covid-19 gagne du terrain, a indiqué le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies qui a exprimé un besoin de 130 millions de dollars pour soutenir son opération d'urgence jusqu'en août et éviter que des millions de personnes ne sombrent davantage dans la faim.

«Alors que la plupart des Zimbabwéens ont déjà du mal à se procurer de la nourriture, la pandémie de Covid-19 risque d'engendrer une situation encore plus désespérée», a déclaré jeudi Eddie Rowe, Directeur du PAM au Zimbabwe.

Ces derniers mois, l'aide du PAM a contribué à réduire la faim dans six des neuf districts classés à la fin de l'année dernière en phase d'insécurité alimentaire «d'urgence», ce qui leur a permis de descendre à un niveau d'insécurité alimentaire inférieur dit «de crise».

Cependant, 56 des 60 districts du pays sont désormais en phase de crise de la faim. Le PAM soutient les communautés touchées par l'insécurité alimentaire de «crise» et «d'urgence».

Le PAM prévoit d'aider 4,1 millions de personnes en avril, bien que l'insuffisance des fonds l'empêche d'atteindre ce même objectif mensuel depuis le début de l'année. En mars, 3,7 millions de Zimbabwéens parmi les plus vulnérables ont pu bénéficier de l'assistance du PAM. Le nombre total de personnes en situation d'insécurité alimentaire s'élève à 7,7 millions, soit plus de la moitié de la population. Les 130 millions de dollars demandés d'urgence par le PAM font partie d'un besoin total de 472 millions de dollars pour le secteur de l'aide alimentaire jusqu'en décembre. Le Covid-19 menace d'exacerber les graves crises économique et alimentaire qui frappent déjà le Zimbabwe, en affectant considérablement la vie des habitants des zones urbaines et rurales.

MOZAMBIQUE

La justice refuse d'indemniser la famille d'un observateur électoral assassiné

La justice mozambicaine a rejeté la demande d'indemnisation de la famille d'une figure de la société civile dont le meurtre par des policiers avant les élections générales d'octobre 2019 avait fait scandale, indique jeudi auprès une ONG. A la tête d'un forum d'associations, Anastacio Matavele, 58 ans, a été abattu le 7 octobre 2019 par des hommes armés alors qu'il circulait en voiture dans la ville de Xai-Xai, la capitale de la province de Gaza (sud). En prenant la fuite, ses agresseurs présumés ont été impliqués dans un accident de la route au cours duquel deux d'entre eux ont trouvé la mort. L'état-major de la police avait annoncé le lendemain du meurtre que quatre d'entre eux faisaient partie d'une unité d'intervention de la police locale. Le chef de cette unité, Tudelo Guirriço, suspendu après le meurtre, avait été arrêté quelques semaines plus tard. En attendant leur procès, prévu en mai, l'avocat de la famille de la victime a réclamé à l'Etat des dommages et intérêts d'un montant de 35 millions de meticaïs (environ 480.000 euros).

Selon une décision rendue le 8 avril, sa requête a été rejetée par la justice au motif que les assassins présumés n'étaient pas en service au moment de l'assassinat. Le responsable d'une ONG, le Centre pour la démocratie et le développement (CDD), a déploré jeudi un «dénier de justice». «Ceux qui l'ont tué portaient des uniformes de la police», a estimé Adriano Nuvunga, qualifiant leur acte de «crime d'Etat». L'assassinat de M. Matavele avait provoqué un vif émoi au Mozambique pendant une campagne électorale émaillée de nombreux incidents violents qui ont visé pour l'essentiel des candidats ou des partisans de l'opposition. Au terme du scrutin, la Commission électorale a proclamé sans surprise la victoire du président sortant Filipe Nyusi et de son parti le Frelimo, au pouvoir depuis l'indépendance en 1975.

TUNISIE

Un «complot» visant à propager le coronavirus au sein des forces de sécurité déjoué

Un complot qualifié de «terroriste» visant à propager le nouveau coronavirus dans les rangs des forces de sécurité tunisiennes vient d'être déjoué dans la province de Kébili (sud-ouest), a annoncé jeudi le ministère tunisien de l'Intérieur.

«Ce plan terroriste (...) visait en premier lieu à faire répandre la contamination au sein de l'institution sécuritaire pour ainsi infecter le plus grand nombre d'agents dans cette province et dans tout le pays», a indiqué le ministère. «L'Unité nationale de recherche sur les crimes terroristes a pu faire échouer ce complot présumé orchestré par un extrémiste religieux de la province de Kébili, récemment sorti de prison après avoir été impliqué dans une affaire de nature terroriste», selon un porte-parole de la Garde nationale. Il aurait profité de son autorité morale auprès d'éléments terroristes, en particulier ceux porteurs de symptômes du COVID-19, pour les pousser à éternuer et à tousser délibérément afin de répandre le virus lors de leur présence dans une unité de sécurité pendant des procédures de contrôle administratif, selon la même source. Le principal suspect se trouve actuellement en garde à vue, tandis qu'un complice présumé est soumis à une quarantaine obligatoire, avec stricte sécurité rapprochée, dans l'attente des résultats d'un test de dépistage, a pré-

visé le ministère tunisien de l'Intérieur. Selon lui, «l'état de santé suspect du deuxième élément n'a pas empêché son interrogatoire par des membres de l'Unité nationale de recherche sur les crimes terroristes, partant de la double conviction d'appliquer la loi et de protéger les agents de sécurité».



La Tunisie appelle à alléger les dettes des pays en développement

La Tunisie a appelé jeudi les bailleurs de fonds régionaux et internationaux à mobiliser une aide financière conséquente aux pays en voie de développement pour lutter contre la pandémie de coronavirus et limiter son impact au niveau économique et social, rapporte l'agence TAP. La Tunisie a également réclamé par la voie du ministre des Affaires étrangères Nouredine Erray qui participait, ce jeudi, à distance à la réunion de «l'alliance pour une action pluridisciplinaire», l'allègement des dettes de ces pays, citant en particulier les Etats africains. A ce propos, le ministre a plaidé pour une approche internationale, fondée sur les valeurs de coopération, d'entraide et de solidarité entre les composantes de la société civile d'autant, a-t-il dit, que plusieurs pays se trouvent aujourd'hui dans l'incapacité de faire face à cette pandémie. Par ailleurs, le ministre a évoqué l'initiative du président de la République présentée récemment au Conseil de sécurité des Nations-unies pour la mise en œuvre du rôle de l'organisation onusienne dans la lutte contre la crise provoquée par le nouveau coronavirus. Dans ce contexte, le ministre a loué les efforts fournis par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour prévenir la propagation de la pandémie, saluant le rôle joué par le secrétaire général des Nations unies et ses efforts pour mobiliser les efforts internationaux contre cette pandémie. «L'organisation onusienne dispose d'un rôle central dans cette crise actuelle», a souligné le ministre. L'alliance a été créée en septembre 2019 à l'initiative de l'Allemagne et de la France. La Tunisie est un pays membre.

NIGERIA

Quatorze morts dans un incendie dans un camp de déplacés

Quatorze personnes ont péri jeudi lors d'un incendie dans un camp abritant des dizaines de milliers de déplacés par les violences du groupe terroriste «Boko Haram» dans le nord-ouest du Nigeria, selon des sources sécuritaires et des secours.

L'incendie s'est déclaré dans la matinée dans ce camp d'environ 70.000 déplacés situé dans la ville de Gamboru, dans l'Etat de Borno, près de la frontière avec le Cameroun, a expliqué Umar Kachalla, chef d'une milice pro-gouvernementale dans la région, cité par l'AFP.

«Nous avons récupéré 14 corps carbonisés dans les décombres et 15 autres personnes qui souffrent de brûlures à des degrés divers», a-t-il déclaré. Plus de 200



abris précaires ont été détruits par les flammes, laissant 1.200 personnes sans toits, a pour sa part indiqué un responsable des secours.

Il a confirmé le bilan de 14 morts, dont six membres d'une même famille, et de 15 blessés, dont «sept sont dans un état critique», selon

lui. Les causes de l'incendie sont encore indéterminées, mais des réfugiés ont dit qu'il s'agissait d'un acte criminel, un homme ayant été arrêté avec un briquet dans sa poche, selon un membre de la milice pro-gouvernementale.

MALI

Trois terroristes tués dans le centre du pays

Trois terroristes ont été neutralisés par les Forces armées maliennes (Fama) au cours d'un accrochage mardi à Dara, localité située au sud de Hombori, dans la région de Mopti (centre du Mali), rapporte jeudi l'agence de presse malienne (AMAP). «Les Forces loyalistes ont neutralisé dans les environs de 10 heures, trois éléments des groupes armés terroristes près de Dara avant de récupérer des mains des assaillants 2 pistolets mitrailleurs, plus de 3 chargeurs, deux talkies et une moto», selon la même source. Les forces n'ont enregistré aucune perte en vie humaine ni de blessés, encore moins de dégâts matériels, précise l'AMAP.

SOUDAN

La police disperse une manifestation pro-Béhir

Des dizaines de partisans de l'ex-président soudanais Omar al-Béhir ont manifesté jeudi devant le siège de l'armée à Khartoum, avant d'être dispersés par les forces de l'ordre avec des gaz lacrymogènes, selon des médias. Un an après la chute, sous la pression de la rue, du régime de M. Béhir à l'issue de 30 ans de règne sur le pays, les manifestants ont appelé à la démission du gouvernement de transition, selon la même source. Depuis août 2019, le Soudan est doté d'un gouvernement de technocrates, dirigé

par Abdullah Hamdok et formé à la suite d'un accord de partage du pouvoir entre l'armée et les principales figures de l'opposition. Le rassemblement de jeudi devant le siège de l'armée est la première manifestation devant ce lieu emblématique du pouvoir depuis le 3 juin 2019.

Le 11 avril 2019, des milliers de Soudanais rassemblés sur cette même place avaient obtenu la destitution par l'armée du président Béhir. La manifestation de jeudi intervient alors que Khartoum a récemment interdit les rassemblements,

afin de lutter contre la propagation du nouveau coronavirus.

Le Soudan a officiellement déclaré 32 cas de contamination et cinq décès dus à la maladie de Covid-19. Et les autorités ont ordonné un confinement total à partir de samedi. Le mouvement de contestation populaire qui a renversé M. Béhir avait démarré en décembre 2018, au lendemain d'une décision officielle de tripler le prix du pain dans les principales villes du pays.

PALESTINE-ISRAËL

Royaume-Uni, Japon et Norvège confirment le rejet du projet d'annexion israélien (Arekat)

Le secrétaire du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Saeb Arekat, a déclaré que la Grande-Bretagne, le Japon et la Norvège ont confirmé leur refus absolu du projet israélien d'annexion des territoires palestiniens occupés, ont rapporté les palestiniens.

Le secrétaire d'Etat britannique aux Affaires étrangères, James Cleverley, l'envoyé norvégien pour le processus de paix, Tor Winsland, et l'envoyé japonais pour le processus de paix, Masahuru Kano, ont confirmé mercredi à M. Arekat "le refus absolu" de leurs pays respectifs d'annexer les territoires palestiniens occupés, selon l'agence Wafa.

Le secrétaire du Comité exécutif de l'OLP a ajouté que ses interlocuteurs ont affirmé la position de leur pays à l'égard du conflit israélo-palestinien et que "la réalisation d'une paix juste et globale se

fera plutôt par des négociations et la reconnaissance des droits reconnus au peuple palestinien, conformément aux résolutions internationales pertinentes aux droits internationaux et sur la base du principe d'une solution à deux Etats au x frontières du 4 juin 1967".

En fin, il a ajouté que ces parties amies ont affirmé le soutien du gouvernement palestinien dans ses efforts de lutte contre le Coronavirus et le soutien continu de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA).



JOURNÉE DU PRISONNIER PALESTINIEN

Faire connaître sa cause, une autre forme de combat

La commémoration vendredi de la "Journée du prisonnier palestinien" constitue une nouvelle occasion pour soutenir les détenus dans les prisons d'occupation israéliennes et faire connaître leur cause davantage dans un contexte exceptionnel marqué par la propagation du coronavirus qui menace la santé voire la vie d'environ 5 000 hommes et femmes.

La date du 17 avril a été décrétée par le Conseil national palestinien, en 1974, comme "Journée nationale" pour rendre hommage aux prisonniers et leurs sacrifices, soutenir leur droit à la liberté et honorer la mémoire de tombés en martyrs. Le choix de cette date marque la victoire de la résistance palestinienne qui avait abouti en 1971 à un premier échange de prisonniers avec l'occupant israélien.

De son côté, la Ligue arabe avait décidé, en 2008, d'adopter la date du 17 avril comme journée de solidarité avec les prisonniers palestiniens et arabes détenus en Israël, afin que cette mémoire soit célébrée à travers tous les pays membres. A cette occasion, le chef de la Division des statistiques à l'Instance des Affaires des détenus palestiniens, Abdalnasser Ferwana, a souligné, dans un entretien à l'APS depuis Ramallah, que "la question de détenus et une cause d'un peuple et d'une nation (...), il n'y a pas une seule famille palestinienne qui n'ait pas goûté à la détention et il n'y a pas un seul palestinien qui n'ait pas connu les affres de la détention et de la privation".

"La question des prisonniers est l'une des questions de consensus national entre tous les Palestiniens, quelles que soient leurs appartenances et leurs orientations, car elle est un élément essentiel du combat du mouvement de libération palestinien, et l'un des piliers les plus essentiels de la cause palestinienne", a poursuivi M. Ferwana.

Pour le responsable palestinien, il existe "une cruelle corrélation" entre les arrestations et la torture, affirmant que tous ceux (Palestiniens) qui ont vécu l'épreuve de la détention, y compris des

enfants et femmes, ont été exposés - au moins - à l'une des formes de torture physique ou psychologique exercée par l'occupant".

En tant que prisonnier libéré, ce dernier, M. Ferwana a soutenu que les prisons israéliennes sont restées - depuis leur création - "un endroit pour exercer toutes sortes de pressions sur les prisonniers, et un outil pour infliger une mort morale aux prisonniers et de liquidation physique progressive".

Le responsable palestinien a noté que cette "réalité amère" a entraîné la mort de 222 prisonniers depuis 1967, dont 5 au cours de l'année 2019. Le porte-parole a également souligné: "Des centaines de prisonniers sont morts peu après avoir quitté la prison, en raison des maladies qu'ils ont contractées pendant leur détention, ceci en sus des centaines d'autres présentant d'handicaps durables en raison des conditions d'incarcération assez éprouvantes".

Résister à l'occupant dans un contexte de pandémie du Covid-19

Durant des années d'occupation, les forces israéliennes ont procédé à l'arrestation d'environ un million (1 000 000) de Palestiniens, dont dix-sept mille (17 000) sont des femmes et plus de (50 000) enfants, selon les chiffres du Département des statistiques de l'Autorité palestinienne des affaires des prisonniers.

Et à l'heure actuelle, il y a environ cinq mille (5 000) hommes et femmes prisonniers dans les geôles sionistes, d'après les chiffres du Club des prisonniers palestiniens.

Le club compte également 26 détenus arrêtés depuis plus de 20 ans, et 51 détenus appelés "doyens des prisonniers", dont les deux prisonniers, Karim Younis et Maher Younes, en détention arbitraire depuis 1983. Si les Palestiniens célèbrent cette journée et pendant que le monde et à les yeux rivés sur le coronavirus, l'occupant israélien en profite : d'un côté, il continue ses raids nocturnes et ses ar-

restations massives de Palestiniens en Cisjordanie et à El Qods occupée en violation du droit international.

En mars, malgré la menace du Covid-19, l'occupant a mis en prison 357 Palestiniens, dont 48 enfants et 4 femmes, selon des institutions de défense des droits de l'homme.

Privés de leurs droits humains les plus fondamentaux stipulés dans les conventions internationales, les prisonniers palestiniens ont lancé récemment un cri d'alarme : "Sauvez-nous... Jour après jour, nous sommes exposés à la négligence médicale, nous recevons ainsi nos traitements avec beaucoup de retard. Beaucoup de nos compagnons de lutte sont déjà morts ou sont sur la voie de rendre l'âme du fait de la négligence médicale et sanitaire".

De son côté, l'Association Adhameer (conscience) de défense des prisonniers et des droits humains alerte: "les prisons sont surpeuplées, les salles, les cellules et les dortoirs sont exigus et manquent de ventilation, de stérilisateurs, de matériel d'entretien et de médicaments tels que les antibiotiques ainsi que les aliments nécessaires".

"Et c'est bien toutes ces pratiques de privation de soins dont souffrent les prisonniers dans des prisons surpeuplées. Cette situation est d'autant plus alarmante que nombreux sont les détenus qui souffrent de problèmes de santé sérieux, voire très dangereux pour certains - sans parler de tous ceux qui souffrent de maladies chroniques graves", alertent les défenseurs des droits de l'homme. "Nous réclamons que soit appliqué ce qui nous reste de nos droits, alors que la maladie menace chaque jour nos vies et qu'aucune mesure concrète ni procédure ne sont mises en place pour endiguer la propagation de l'épidémie", lancent les prisonniers en s'adressant au monde entier et à tous ceux qui défendent les Droits de l'Homme dans un contexte de pandémie du Covid-19.

SYRIE

Interception par des villageois d'un convoi armé américain (Sana)

Les habitants des deux villages syriens d'Abou Qassayeb et de Rahya Souda dans la zone de Tell Hamis dans la banlieue de Qamechli ont intercepté un convoi des forces américaines qui avait tenté

d'entrer dans les deux villages et l'avaient obligé de retourner.

Selon l'agence de presse syrienne Sana "un convoi composé de 5 véhicules blindés militaires des forces améri-

caines avaient tenté d'entrer dans les villages d'Abou Qassayeb et de Rahya Souda dans la zone de Tell Hamis dans la banlieue de Qamishli".

"Les habitants des deux villages mentionnés avaient in-

tercepté le convoi et l'avaient obligé à retourner d'où il venait", a précisé la même source. La guerre en Syrie déclenchée en 2011 a fait plus de 380.000 morts et déplacé plusieurs millions de personnes.

ETATS-UNIS-CONGRÈS
Trump menace de suspendre le Congrès pour imposer des nominations

Donald Trump a provoqué la stupéfaction mercredi en menaçant de suspendre le Congrès américain pour forcer la confirmation de juges et autres nominations, en s'appuyant sur un article de la Constitution américaine jamais appliqué auparavant.

Le Sénat, à majorité républicaine, a le pouvoir de confirmer ou de rejeter les nominations du président à certains postes: juges fédéraux, magistrats de la Cour suprême, ambassadeurs, etc. La chambre haute a suspendu ses séances plénières jusqu'au 4 mai à cause de la pandémie de coronavirus mais se réunit régulièrement en séance "pro forma", ne rassemblant que quelques sénateurs qui peuvent toutefois approuver des textes à l'unanimité.

"Ce qui se fait actuellement de quitter la ville tout en menant des séances pro forma bidon est un manquement au devoir envers les Américains qui ne peuvent pas se le permettre pendant cette crise", a lancé le président républicain.

Lors de sa conférence de presse quotidienne sur la crise du coronavirus, il a exhorté le chef républicain du Sénat à suspendre toutes les séances afin qu'il puisse confirmer lui-même ses candi dats.

Si la Chambre des représentants, à majorité démocrate, "n'est pas d'accord avec cette suspension, j'exercerai mon droit constitutionnel de suspendre les deux chambres du Congrès", a-t-il menacé.

"Je préférerais ne pas utiliser ce pouvoir", a toutefois souligné Donald Trump. "La Constitution offre un mécanisme pour que le président puisse remplir des postes dans de telles circonstances", a-t-il insisté. "Le Sénat devrait soit accomplir son devoir et voter sur les candidats soit il devrait suspendre formellement" toutes les séances, "afin que je puisse faire" ces nominations, a-t-il martelé.

"Aucun président de l'histoire n'a jamais employé le pouvoir constitutionnel de suspendre le Congrès", a réagi sur Twitter un historien spécialiste de l'histoire présidentielle américaine, Michael Beschloss.

RUSSIE-DÉFENSE

La Russie lance la création d'un nouveau chasseur

La Russie a procédé à la création d'une nouvelle plateforme d'aviation tactique opérationnelle qui servira de base à un nouveau chasseur léger, a rapporté jeudi Sputnik, citant le Consortium aéronautique unifié (OAK), qui fait partie du groupe Rostec.

"Nous effectuons des études et des travaux de conception. Il s'agit, entre autres, de développer de nouvelles plateformes pour l'aviation tactique opérationnelle. Ces projets constitueront le futur programme de travail pour les bureaux d'études Sukhoi et Mikoyan (MiG) en vue de mettre en place une division de l'aviation militaire d'OAK", a déclaré le service de presse. Fin 2019, le bureau d'études MiG a publié une commande sur le site officiel des marchés publics portant sur "le calcul aérodynamique d'un avion bimoteur multirôle léger de première ligne et la comparaison d'un tel avion avec des avions analogues étrangers" pour une période de 2020 à 2025.

Le coût des travaux s'élève à 4 millions de roubles (environ 50.000 euros). Toutefois certains experts estiment que le futur avion de chasse léger doit avoir un seul moteur. Le nouveau chasseur léger de première ligne doit être monomoteur et trouver sa place entre le MiG-35 et le Iak-130, a notamment déclaré à Sputnik Viktor Mourakhovski, rédacteur en chef du magazine russe Arsenal de la Patrie, commentant l'annonce d'OAK. "Nous voyons que le MiG-35 peut à peine être qualifié de chasseur léger si on le compare aux chasseurs légers étrangers. Il réalise plutôt avec le Su-35. Le nouvel avion tactique opérationnel devrait être monomoteur et occuper une niche entre le MiG-35 et Iak-130", a estimé l'expert.

CINÉMA

Participation algérienne au festival canadien "Vues d'Afrique"

Le court métrage "Je dirai tout à Dieu" de Mohamed Benabdallah et le documentaire "Qu'ils partent tous" de l'Algéro-canadienne Sara Nacer sont au programme du 36e Festival international du cinéma "Vues d'Afrique" prévu dans une version virtuelle du 17 au 26 avril, annoncent les organisateurs.

A cause de la pandémie du Covid-19, les organisateurs du Festival Vues d'Afrique ont opté pour une version virtuelle afin d'éviter le report de l'événement, initialement prévu à Montréal. Plusieurs fois primé, "Je dirai tout à Dieu" de Mohamed Benabdallah est en compétition avec des films comme "Habib" de l'Égyptien Shady Fouad, "Au pays de l'oncle Salem" du Tun-

sien Slim Belhiba, ou encore "Nos voisins" de la Burkinabé Delphine Kabore. D'une durée de 56mn, "Qu'ils partent tous" est programmé dans la catégorie "Regards d'ici" avec "Pour ne plus mourir" du Canadien Simon Plante.

D'autres films sont également en lice dans les catégories long métrage et films documentaires. Dans sa version virtuelle le festival diffuse les films d'accès gratuit sur Internet pour les spectateurs canadiens et prévoit un prix du public décerné après un sondage des internautes. Organisé depuis 1984 par l'organisme à but non lucratif, le festival se veut la vitrine du cinéma africain et créole au Canada.

JOURNÉE DU SAVOIR

Lancement du concours "petit lecteur"



Le ministère de la Micro-entreprise, des Startups et de l'Économie de la connaissance a lancé le concours "le petit lecteur" en faveur des enfants, via l'application "Quizitto" et ce à l'occasion de la Journée du Savoir (Youm El Ilm), indique jeudi un communiqué du ministère. Destiné aux enfants de 5 à 14 ans, le concours implique la lecture de contes sur l'application, avant de répondre aux questions sur ces

contes pour gagner des prix, a précisé la même source, ajoutant que l'accès au site de l'application est disponible sur famille.quizitto.com.

Les lauréats de ce concours remporteront des prix de lecture pour enfants, outre des attestations d'encouragement pour les 100 meilleurs lecteurs, qui leur seront envoyés à leurs maisons. Ce concours vise à redynamiser le rôle de la famille dans l'incitation des en-

fants à la lecture, en utilisant les technologies à effet positif et en développant l'esprit de compétition chez les enfants afin d'améliorer leur niveau et enrichir leur culture générale, souligne la même source. Quizitto est une application qui consacre le savoir et la compétition visant à encourager les enfants à la lecture de façon ludique à travers les jeux et l'utilisation des technologies à effet positif.

TISSEMSSILT

Lancement de l'initiative "célèbre de chez toi la journée du savoir"

Le secteur de la culture dans la wilaya de Tissemssilt a lancé, jeudi, une initiative culturelle à distance sous le slogan "Célèbre de chez toi Youm El Ilm" (journée du savoir), a-t-on appris auprès de la direction du secteur.

Lancée par la maison de la culture "Moulood Kacim Nait Belkacem" et la bibliothèque principale de lecture publique "Dr. Yahia Bouaziz" de Tissemssilt à l'occasion de la journée nationale du savoir célébrée le 16 avril, cette initiative comporte des concours du meilleur dessin traitant de cette occasion, de la meilleure expression écrite, du meilleur récit et du meilleur poème pour enfants, a-t-on indiqué.

Les œuvres des participants âgés de 6 à 16 ans qui devront parvenir aux e-mail des deux établissements culturels précités seront évalués par un jury composé de spécialistes du secteur culturel de la wilaya. Les trois premiers lau-

réats de ces compétitions seront connus ultérieurement, selon la même source.

Parallèlement à cette initiative, la maison de la culture et la bibliothèque principale de la lecture publique de Tissemssilt ont lancé, à travers leurs pages sur les réseaux sociaux, une action de sensibilisation pour faire connaître la personnalité du savant érudit Cheikh Abdelhamid Ibn Badis, tout en mettant en exergue l'importance de la lecture de livres durant la période de confinement sanitaire. Cette initiative vise à permettre aux enfants de la wilaya de profiter d'activités culturelles et intellectuelles pour célébrer la journée du savoir via les moyens de communication technologiques modernes, du moment que les établissements culturels sont fermés dans le cadre des mesures préventives contre la propagation du Coronavirus.

APS

PUBLICATION

Le ministère de la Culture lance un nouveau magazine culturel

La ministre de la Culture, Malika Bendouda a annoncé, jeudi à Alger, la parution du premier numéro du magazine culturel "Inzyahat" lancé par son département ministériel sous le slogan "l'idée du changement" et supervisé par "des écrivains et intellectuels algériens".

Dans le même cadre, la ministre a évoqué les préparatifs en cours à une émission radiophonique qui sera diffusée sur la radio Culture sous le titre "Inzyahat FM" quotidiennement du 12H00 à 17H00 en partenariat avec le ministère de la Communication. A l'occasion de la Journée du Savoir, la ministre a affirmé que "ses services donnent une grande importance à cette Journée, rappelant que ces derniers s'attèlent actuellement à réorganiser les affaires internes du ministère pour s'adapter aux changements que connaît le monde". Concernant les plumes qui contribueront au magazine, la ministre a indiqué que "les portes de contribution à ce magazine sont ouvertes à tous les Algériens", soulignant que le choix du titre "Inzyahat" était significatif et voulu. Pour la ministre le défi de ce



magazine demeure la continuité, la promotion du contenu et la contribu-

tion à la valorisation et l'accompagnement de la culture Algérienne.

SENSIBILISATION

Le comédien Ahmed Hassan de Djelfa, une touche de bonne humeur dans la lutte contre le Covid-19

En ces temps moroses où le paysage culturel national semble marquer le pas, face à l'épidémie du nouveau coronavirus (Covid-19), qui fait l'événement à l'échelle mondiale, le comédien et humoriste Ahmed Hassan de Djelfa a choisi le rire et la bonne humeur pour marquer sa contribution aux efforts de sensibilisation contre cette pandémie.

Cet artiste, habitué des planches à travers nombre d'œuvres théâtrales ("Laoudj oua Loudj", "Atachi" ou "Khaouana ou Sarek"), primées à l'échelle régionale et nationale, a choisi, en cette situation sanitaire exceptionnelle traversée par le pays, d'investir les réseaux sociaux, à travers des vidéos de sensibilisation drôles mais ciblés (sur cette épidémie). Ces vidéos, tournées quotidiennement à partir de chez lui, où il applique totalement le confinement imposé à la wilaya, ont obtenu un gros succès auprès de ses fans, qui le suivent chaque jour avec assiduité.

Il s'est, en outre, montré "fier et heureux" de l'écho favorable des acteurs de la scène culturelle locale pour ses "œuvres", qui l'ont fortement encouragé à poursuivre sur cette voie, a-t-il souligné. Parmi eux, le comédien Mohamed Larbi Lebach, spécialisé dans le théâtre

des gestes barrières préconisées par les autorités sanitaires du pays, tout en exploitant, également, sa page facebook et youtube pour la même fin, en s'assurant un taux de suivi considérable de la part des internautes.

La décision de confinement imposée à la wilaya ne fut nullement un frein pour lui. Car il continua son combat de sensibilisation contre cette épidémie, à partir de chez lui, en réalisant de véritables œuvres artistiques, dans la seule finalité est de convaincre les citoyens de la dangerosité de ce virus, qui a fauché des dizaines de milliers de vies, à l'échelle mondiale.

Dans un entretien avec l'APS, cette humoriste dans l'âme, qui a toujours semé la bonne humeur, à Djelfa, et dans de nombreuses wilayas du pays, à travers ses représentations théâtrales, a évoqué sa "responsabilité artistique et culturelle", qui lui dicte, a-t-il dit, de "servir ma société, selon mes moyens, en semant un peu de joie, en ces temps particuliers", a-t-il indiqué.

Il s'est, en outre, montré "fier et heureux" de l'écho favorable des acteurs de la scène culturelle locale pour ses "œuvres", qui l'ont fortement encouragé à poursuivre sur cette voie, a-t-il souligné. Parmi eux, le comédien Mohamed Larbi Lebach, spécialisé dans le théâtre

pour enfants et adultes, qui a qualifié Hassan d'"archétype de l'artiste à la haute sensibilité, qui n'hésite pas à relier son travail à la réalité, qu'il exprime avec son art". Estimant, en outre, que les vidéos, qu'il réalise actuellement sont la "preuve d'un talent artistique indéfinissable". "Continue Hassan, ont est avec toi, ton travail est formidable", a-t-il ajouté pour conclure.

Fort des encouragements et soutien de ses fans et de ses confrères de la scène artistique, l'humoriste Ahmed Hassan a exprimé sa conviction, à l'APS, quant au fait que "nous vaincrons cette épidémie avec l'aide de Dieu, mais aussi des efforts des hommes et femmes qui affrontent quotidiennement ce virus sur le terrain, à leur tête, les blouses blanches (corps médical et paramédical). "Je suis optimiste quant à la fin de cette épidémie. La solidarité multiforme des algériens, viendra à bout de cette situation sanitaire difficile", a-t-il soutenu. Pour cette artiste, "rien, ni personne ne peut venir à bout d'un peuple habitué aux sacrifices, avec la contribution de tout un chacun, l'artiste avec son art, et le corps médical avec sa mobilisation pour sauver des vies, conjugués aux efforts des pouvoirs publics et des services sécuritaires pour endiguer cette épidémie".

ILLIZI

Plus de 660 sites archéologiques recensés au 1^{er} trimestre 2020

Au moins 665 sites archéologiques ont été répertoriés au cours du premier trimestre de 2020, dans le cadre du programme de recensement culturel et naturel du Parc culturel du Tassili N'Ajjer, a-t-on appris jeudi auprès du département technique et études du Parc. Effectuée en deux phases, l'opération, pour laquelle douze (12) cadres du Parc et trois (3) agents de gardiennage ont été mobilisés, a permis l'identification des sites archéologiques dans deux zones distinctes, dont celui d'Asseté (120 km au Sud de Djanel), d'une superficie de 990 km2 englobant des sépultures et des sites en surfaces, en plus de graves rupestres et des sites naturels.

Le deuxième site est celui d'Ihrir (210 km à l'Ouest de Djanel), renfermant des sites similaires, en plus d'une partie de l'axe reliant la localité d'Ihrir à la RN-3 et l'amont d'Oued Ihrir et faisant l'objet de travaux de modernisation, a expliqué le chef du département technique de recensement et études à l'Office du Parc culturel du Tassili N'Ajjer, Assek Ouakafi Cheikh. Le nombre de sites archéologiques répertoriés à ce jour dans la wilaya d'Illizi est de 15.707 sites (9.325 sépultures et monuments funéraires, 1.794 sites de graves rupestres et 4.588 sites en surface), soit 19% de la superficie du Parc culturel du Tassili N'Ajjer, et ce, depuis le lancement par l'Office de l'opération de recensement de ce type de sites, a-t-on fait savoir à l'Office.

APPLICATIONS MOBILES CONTRE LE CORONAVIRUS L'UE déconseille la géolocalisation

L'Union européenne déconseille le recours à la géolocalisation pour les applications sur smartphones destinées à avertir un utilisateur qu'il a été en contact avec une personne infectée par le coronavirus, dans un document publié jeudi, cité par des médias.

Cette "boîte à outils" européenne pour l'utilisation de ces applications mobiles par les pays dans le cadre de leur stratégie de sortie du confinement a été élaborée par la Commission européenne avec les Etats membres, qui pour la plupart ont ou sont sur le point de développer ces technologies.

L'utilisation des "données de localisation n'est pas nécessaire ni recommandée", indique le texte. "Recueillir des données sur les déplacements d'un individu dans le cadre d'une application de traçage des contacts violerait le principe de la minimisation des données collectées et poserait des problèmes majeurs de sécurité et de respect de la vie privée".

L'utilisation de la technologie Bluetooth permet aux smartphones d'identifier des appareils à



proximité, plutôt que de retracer les mouvements. L'UE recommande que l'installation de ces applications, qui suscitent des débats au sein des Etats membres, se fasse sur une base volontaire, avec le consentement de l'utilisateur et qu'elles reposent sur des données anonymisées.

Elles doivent respecter les règles européennes en matière de protection des

données et de la vie privée et être désactivées après la pandémie. Autre recommandation: que ces outils soient conçus et utilisés "en étroite coordination avec et sous la supervision des autorités de santé publique compétentes".

Le document prône aussi "l'interopérabilité" des systèmes entre pays européens: "Une approche fragmentée et non

coordonnée des applications de traçage des contacts risque d'entraver l'efficacité des mesures destinées à combattre la crise du Covid-19, tout en produisant des effets négatifs sur le marché commun et sur les droits et libertés fondamentales". Il est nécessaire que "les citoyens circulant entre les pays bénéficient tous d'applications approuvées par les Etats membres".

CORONAVIRUS Séoul mise sur la technologie pour éviter une 2^e vague de contaminations

La Corée du Sud, l'un des premiers pays à être parvenu à maîtriser la propagation du coronavirus, prépare à présent des mesures pour éviter une résurgence du virus en misant sur des outils technologiques et une société hyperconnectée.

Le pays a mis au point une application de traçage pour smartphone qui suit les nouveaux passagers débarquant dans les aéroports, une base de données dite intelligente des personnes nouvellement contaminées et des contacts qu'elles ont pu avoir, et des bracelets électroniques pour surveiller les patients en isolement.

Ce déploiement technologique vise également à relancer la quatrième économie d'Asie en misant sur des outils qui ont permis au pays d'éviter un confinement général de la population et une fermeture des entreprises, ont déclaré les autorités coréennes. "En se passant du confinement ou des mesures d'interdiction de déplacement, nous avons pu maintenir nos usines en activité en grande partie, et cela montre au monde que nous sommes une base de production sûre et transparente", a déclaré la semaine dernière le président Moon Jae-in.

L'évolution de la situation en Corée du Sud est observée de très



près en Europe et aux Etats-Unis où les différents gouvernements espèrent en tirer des leçons.

La stratégie de la Corée pour maintenir le virus sous contrôle à long terme reposera notamment sur le "contact tracing", une méthode consistant à retracer l'historique d'un patient malade du COVID-19 et à identifier tous les contacts qu'il a pu avoir. Selon les experts, cette campagne intensive de recherche et de dépistage a permis de découvrir des foyers d'infections qui auraient pu ne pas être détectés.

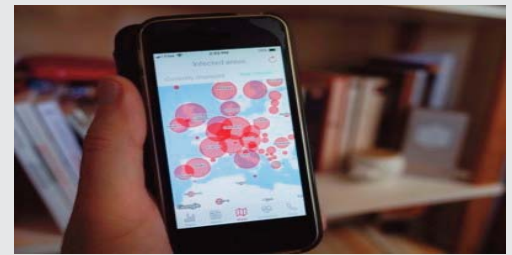
Outre les tests et les techniques de traçage déjà en oeuvre, la Corée du Sud prévoit de créer une base de données partageable sur le modèle des "villes intelligentes" et d'imposer un bracelet électronique aux contrevenants placés en isolement.

Les autorités sanitaires prévoient d'utiliser cette base de données,

qui sera gérée par les Centres de contrôle et de prévention des maladies (KCDC), pour accélérer l'identification et l'isolement des personnes contaminées. Les bases sont capables de fournir en temps réel les données de localisation sur les patients, y compris le temps passé dans un lieu précis et les transactions réalisées par carte bancaire. Selon le ministère des Infrastructures et du Transport, à l'origine du projet de "villes intelligentes", cela permettra de retracer les mouvements d'un patient en dix minutes contre environ un jour auparavant.

Outre les informations transmises par le KCDC, le système intégrera aussi les données de l'Agence nationale de la police, de l'Organisation financière Credit Finance Association of Korea, de trois opérateurs de télécommunications et de 22 sociétés de cartes de crédit. Des organisations de défense de liberté ont exprimé leurs inquiétudes sur ces mesures, estimant notamment que les bracelets de suivi constituent une potentielle discrimination à l'égard des patients. Pour sa défense, le ministère des Infrastructures et du Transport a déclaré qu'un feu vert de la police sera nécessaire pour accéder à cette base de données, qui sera supprimée une fois l'épidémie maîtrisée.

CORONAVIRUS L'Université d'Oran-1 édite un guide d'initiation à sa plateforme d'e-learning



Un guide d'initiation à la plateforme d'e-learning de l'Université d'Oran-1 "Ahmed Benbella" a été élaboré au profit du corps académique de cet établissement d'enseignement supérieur.

Le guide permet aux enseignants de découvrir comment utiliser les différentes options de la plateforme pour la mise en ligne de leurs cours au profit des étudiants, a-t-elle fait savoir, soulignant que deux autres guides sont en voie de publication dédiés à "l'organisation des devoirs" et au "travail en groupe" (visioconférence). La démarche proposant des supports pédagogiques figure parmi les principales mesures retenues par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique en telle devenue impérative suite à la déclaration de la pandémie", a

expliqué la coordinatrice, également enseignante-chercheur au département d'informatique à cet établissement d'enseignement supérieur.

Le guide permet aux enseignants de découvrir comment utiliser les différentes options de la plateforme pour la mise en ligne de leurs cours au profit des étudiants, a-t-elle fait savoir, soulignant que deux autres guides sont en voie de publication dédiés à "l'organisation des devoirs" et au "travail en groupe" (visioconférence).

La démarche proposant des supports pédagogiques figure parmi les principales mesures retenues par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique en telle devenue impérative suite à la déclaration de la pandémie", a

RUSSIE Retour sur Terre de l'équipage de l'ISS en pleine pandémie de Covid-19

Deux astronautes de la Nasa et un cosmonaute russe sont revenus sur Terre vendredi de la Station spatiale internationale (ISS) au moment où la planète fait face à la pandémie du coronavirus.

La capsule avec à son bord Andrew Morgan, Jessica Meir et Oleg Skripotchka a atterri dans les steppes du Kazakhstan à 05H16 GMT, selon l'agence spatiale russe Roskosmos.

Il s'agit du premier retour sur Terre d'un équipage de l'ISS depuis que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré en mars la pandémie globale du coronavirus. "L'atterrissage a été réussi! (...) Bienvenue à la maison Oleg Skripotchka, Andrew Morgan et Jessica Meir!", s'est enthousiasmé Roskosmos sur son compte Twitter.

Même si le lieu de l'atterrissage pour ce trio est resté le même que pour les équipages précédents, dans les steppes à 147 km au sud-est de la ville kazakhe de Jezkazgan, la pandémie a imposé quelques modifications de la procédure.

Ainsi, les équipes chargées de l'accueil des spationautes ont été toutes testées au Covid-19 et obligées de porter des vêtements et des masques de protection. Le lieu de départ habituel des spationautes vers leurs pays de résidence - l'aéroport de Karaganda, fermé



comme des centaines d'autres aéroports à travers le monde en raison de Covid-19 - a également été modifié. Ainsi, M. Skripotchka va regagner la Russie à bord d'un avion au départ du cosmodrome de Baïkonour, utilisé pour les lancements vers l'ISS. Pour leur part, les astronautes de la Nasa vont partir en direction des Etats-Unis à bord d'un avion depuis la ville de Kyzylorda, après un voyage de plusieurs heures en voiture.

L'ISS est un rare exemple de coopération internationale n'ayant pas été mise à l'arrêt par les tensions de ces dernières années entre la Russie et les pays occidentaux.

SINGAPOUR Un robot désinfectant testé contre le coronavirus

Des scientifiques de Singapour ont inventé un robot désinfectant qui imite les gestes humains afin d'aider le personnel de nettoyage débordé depuis le début de la crise du coronavirus. Le "XDBOT" est un robot en forme de boîte rectangulaire monté sur roues et armé d'un bras articulé qui peut être manoeuvré à distance. Il peut atteindre avec une grande dextérité des endroits difficiles à nettoyer, comme l'espace sous les lits ou les tables. Conçu par des

chercheurs de Nanyang Technological University (NTU), une université du pays d'Asie du Sud-Est, il est aussi équipé d'un tube qui peut asperger du désinfectant rapidement sur de grandes surfaces. Le robot peut être dirigé à distance par ordinateur ou tablette, réduisant le risque pour le personnel d'être infecté par le virus qui a tué plus de 140.000 personnes dans le monde. "En utilisant notre nouveau robot à distance, un opérateur humain peut contrôler précisé-

ment le processus de désinfection (...) sans aucun contact avec les surfaces", indique Chen I-Ming, un scientifique de NTU qui a dirigé le projet. Ce robot se distingue des autres robots sur le marché surtout destinés à nettoyer les sols et qui ne peuvent pas désinfecter des objets de formes variées. Le XDBOT a été testé sur un campus universitaire et ses concepteurs veulent l'essayer dans des lieux publics et des hôpitaux. Singapour fait face à une seconde vague d'in-

fections au Covid-19, et a fait état jeudi d'une hausse record du nombre de contaminations en 24 heures, essentiellement survenues dans les foyers surpeuplés où sont hébergés les travailleurs étrangers, nombreux dans la cité-Etat. Le ministère de la Santé a fait état jeudi de 728 nouveaux cas en 24 heures, la plus forte hausse en une seule journée, portant le nombre total de contaminations recensées à 4.427, dont 10 mortels.

BASKETBALL

Démission du PDG de la NBA en Chine

Le président directeur général de la NBA en Chine, Derek Chang, va quitter son poste le 15 mai, après moins de deux ans en fonction, a annoncé jeudi l'instance.

"Nous sommes reconnaissants à Derek pour ses nombreuses contributions à la tête de notre entreprise et de nos collègues en Chine, y compris pendant une période de défis sans précédent", a déclaré Mark Tatum, commissaire adjoint de la NBA et directeur des opérations.

Mark Tatum a indiqué que la recherche pour un nouveau candidat avait commencé.

Le mandat de Chang, démarré en juin 2018, a d'abord été marqué par une croissance des activités de la marque NBA en Chine, avant l'incident diplomatique survenu en octobre avec Pékin né d'un tweet du directeur général des Houston Rockets, Daryl Morey, en soutien aux manifestations anti-gouvernementales à Hong Kong.

La Ligue qui craignait d'accuser de grosses pertes financières consécutivement à cet épisode, a vu en outre ses activités commerciales un peu plus fragilisées en raison de la crise sanitaire mondiale du coronavirus, partie de Chine cet hiver, et qui met le monde du sport à l'arrêt depuis plusieurs semaines.

BOXE

Championnat arabe virtuel de "shadow kick-boxing"

L'Union arabe de kick-boxing organise, jusqu'au 17 avril, le championnat arabe de "shadow kick-boxing" via des plateformes électroniques, avec la participation de 10 pays.

Dans un communiqué, l'Union arabe de kick-boxing a indiqué que ce tournoi, qui se déroule dans le contexte que connaît le monde en raison de la propagation de la pandémie du coronavirus, rassemblera plusieurs kick-boxeurs qui s'affronteront au "shadow Kick-boxing", une pratique qui signifie "boxer dans le vide" et qui consiste à exécuter des mouvements en imaginant un adversaire.

Pour participer à ce tournoi placé sous le thème "Restez chez vous et participez avec nous", le kick-boxeur est invité à partager un vidéo de lui en train de pratiquer le "shadow kick-boxing", a fait savoir le communiqué, notant qu'un jury élira les dix meilleurs après évaluation de leurs performances selon des critères spécifiques notamment la bonne exécution des techniques de kata, la rapidité et le rythme de l'exécution.

A travers ce tournoi, l'Union arabe vise à encourager les kick-boxeurs à poursuivre leur entraînement à domicile, considérant le shadow kick-boxing comme étant un exercice important qui permet de travailler individuellement des éléments techniques tels que les enchaînements et les schémas tactiques.

APS

COVID-19

Nouredine Morceli en faveur de l'ouverture des centres de préparation des sportifs d'élite après dépistage

Le secrétaire d'Etat chargé du sport d'élite, Nouredine Morceli a appelé à l'ouverture des complexes sportifs pour permettre aux sportifs d'élite de continuer à s'entraîner pendant le confinement induit par la pandémie de Covid-19 à condition de les soumettre aux tests de dépistage.

Dans un entretien à l'APS, le secrétaire d'Etat a indiqué que "les sportifs d'élite algériens, actuellement confinés, continuent de s'entraîner à domicile pour ceux qui le peuvent afin de maintenir leur condition physique, mais cela ne saurait se substituer à la préparation au niveau des complexes sportifs".

Aussi, a-t-il appelé à "l'ouverture des infrastructures sportives afin de permettre aux sportifs d'élite de continuer à se préparer pendant le confinement décrété en raison de la pandémie de Covid-19", en insistant toutefois sur "l'impératif de les soumettre aux tests de dépistage et de mobiliser une équipe médicale comme ça se fait dans certains pays tels que les Etats-Unis d'Amérique". "La santé du citoyen et du sportif étant à la base tout, les autorités algériennes prendront toute décision à même de garantir l'intégrité de tous", a-t-il soutenu, estimant que "le sportif de haut niveau ne



peut pas se permettre d'interrompre ses entraînements et sa préparation". Le secrétaire d'Etat s'est, par ailleurs, félicité des campagnes de sensibilisation menées par les sportifs algériens sur les réseaux sociaux ou à travers les initiatives humanitaires et les aides matérielles qu'ils fournissent dans tout le pays. Selon lui, "il est du devoir de chaque athlète

d'aider avec ce qu'il peut dans la conjoncture que traverse le pays". Concernant le report des Jeux olympiques de Tokyo (2020) et des Jeux méditerranéens d'Oran (2021), M. Morceli a noté que "la conjoncture actuelle ne permet pas aux athlètes du monde entier de se préparer dans de bonnes conditions". Le report de ces deux manifestations est

somme toute logique et va dans l'intérêt des sportifs, a-t-il considéré. Pour conclure, le secrétaire d'Etat chargé du sport d'élite a adressé un message aux sportifs algériens les invitant à faire preuve de patience et de détermination dans la conjoncture que traverse le pays et à poursuivre leurs activités sportives pour garder la forme.

HAND/NATIONALE 1 (HOMMES) :

Le MC Oran pas encore assuré d'accession

L'entraîneur du MC Oran de handball (hommes), Sid Ahmed Tab, a affirmé jeudi qu'aucune décision portant sur un quelconque changement du système de la montée en Excellence n'a été prise par la Fédération algérienne de la discipline (FAH) obligeant ainsi son équipe à rester dans l'expectative.

Depuis quelques jours, des informations ont circulé dans les milieux de la petite balle nationale faisant état de l'annulation des Play-offs qui devraient déterminer les deux heureux promus en Excellence parmi les six formations qualifiées à cette étape, pour que les trois premiers de chaque groupe, dont le MCO,

accèdent directement. "Rien n'est encore décidé à ce propos.

Le président de l'instance fédérale lui-même me l'a confirmé il y a deux jours seulement.

Et puis, une telle décision ne peut être prise sans le consentement des membres du bureau fédéral, alors que jusque-là ce dernier ne s'est pas encore réuni", a expliqué à l'APS le technicien oranais qui est également un membre actif de la direction du club sportif amateur du MCO que préside Tayeb Mahyaoui.

Le même interlocuteur a estimé, en outre, qu'il sera très difficile de programmer les Play-offs avant la fin de cette

saison après le prolongement de la suspension des compétitions sportives pour faire face à la propagation de la pandémie du coronavirus, proposant de les faire jouer en début de l'exercice prochain "si les conditions le permettent".

Le MCO, relégué en Nationale 1 à l'issue de l'exercice 2017-2018, a affiché de bonnes intentions cette saison pour revenir parmi l'élite.

Cette équipe, jadis la fierté de la petite balle algérienne grâce à ses distinctions sur le plan international, a terminé la première partie de la saison en cours en tête du classement de son groupe Ouest composé de six clubs, rappelle-t-on.

SPORT/ REPORT DES JO-2020 (COVID-19)

Tokyo envisage de réduire les coûts de l'événement

Les autorités japonaises vont élaborer en mai prochain une nouvelle feuille de route, consistant notamment à réduire les coûts des Jeux olympiques Tokyo-2020, reportés à 2021 en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), rapporte jeudi L'Equipe.

Moins d'un mois après l'annonce du report des JO-2020 à l'été 2021, le Comité International Olympique (CIO) et le

comité d'organisation des Jeux olympiques (COJO) ont tenu jeudi en visioconférence leur première réunion sous la forme de la traditionnelle revue de projet. Au cours d'une conférence de presse tenue avec le président du comité d'organisation, l'ancien premier ministre Yoshiro Mori, le président de la commission de coordination du CIO John Coates a surtout insisté sur la nécessité de "réduire les coûts

pour le Japon" impliqués par le report. Les deux parties se sont mises d'accord sur certains principes comme en particulier le fait que les Jeux en 2021 devraient reproduire autant que possible les plans prévus pour 2020. Concernant les sites, le directeur général du COJO Toshiro Muto a indiqué que le COJO était en cours de discussion avec les opérateurs des 43 sites concernés sur leur capacité d'accueillir en 2021

les épreuves prévues et qu'il était encore trop tôt pour arriver à des conclusions. Des mesures concernant le potentiel impact du Covid-19 seront incorporées dans le plan de livraison des Jeux en 2021 en accord avec les recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

Cela pourrait passer par le contrôle d'athlètes, même si rien n'est arrêté pour le moment.

GRAND CHELEM

Le sort de l'US Open sera annoncé en juin (USTA)

La décision du maintien, du report ou d'annulation de l'US Open, prévu du 31 août au 13 septembre à New York, sera annoncée en juin, a indiqué jeudi la Fédération américaine de tennis (USTA), soulignant que son déroulement à huis clos est "hautement improbable".

"Nous avons la chance d'être le quatrième tournoi du Grand Chelem (dans

l'ordre du calendrier), donc le temps joue pour nous à ce stade", a expliqué le directeur général de l'USTA, Mike Dowse, lors d'une conférence téléphonique avec la presse.

"Nous examinons le moment propice en juin pour prendre notre décision, laquelle s'appuiera sur les avis de cinq ou six médecins que nous consultons. Evi-

demment, notre ambition est d'organiser le tournoi. Mais le facteur déterminant sera la santé et le bien-être des joueurs, des fans et de notre personnel", a-t-il noté.

New York reste actuellement la zone la plus touchée par le coronavirus aux Etats-Unis, où sont recensés plus de 31.000 morts, dont 10.800 dans la "Grosse Pomme".

ALGÉRIE (COVID-19) SOLIDARITÉ Le centre de l'Académie de Khemis Miliana accueille des malades en phase finale de rémission (FAF)

Le centre de l'Académie de la Fédération algérienne de football (FAF) de Khemis Miliana (Ain Defla), a ouvert ses portes pour accueillir les malades en fin de rémission du nouveau coronavirus (Covid-19), a annoncé vendredi l'instance fédérale sur son site officiel.

L'ouverture de l'Académie de Khemis Miliana intervient, après celle du Centre technique national de football (CTN) de Sidi Moussa qui accueille depuis déjà une semaine, le corps médical et paramédical de l'hôpital Zmirli d'El-Harrach.

"En effet, après la visite avant-hier du wali d'Ain Defla, El-Bar Mbarek, il a été décidé à ce que ledit centre soit mis à la disposition de la wilaya (à travers la Direction de la jeunesse et des sports) et du secteur de la santé", a indiqué la FAF dans un communiqué. Il est à rappeler que, depuis jeudi, le CTN a accueilli trente-deux (32)



membres du corps médical et paramédical (entre médecins, pharmaciens et infirmiers), alors que le

centre de Khemis Miliana qui dispose de trente (30) lits pour les malades et quatre (04) autres pour le

corps médical, a vu l'admission de patients pour un confinement en phase de rémission.

ALGÉRIE (COVID-19) Les contrats des joueurs demeurent valables jusqu'à la fin de la saison (FAF)

La Fédération algérienne de football (FAF) a annoncé que les contrats des joueurs demeurent valables, jusqu'à la fin de l'actuelle saison 2019-2020, suspendue depuis le 16 mars en raison de l'épidémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

«Pour préserver l'intégrité de la compétition et les intérêts des clubs, les contrats des joueurs demeurent valables jusqu'à la fin de l'actuelle saison 2019-2020, quelle que soit la mention datée ou non (fin de saison) sur lesdits contrats.

Le nombre de joueurs en fin de contrat et concernés par cette décision est de 200, dont 105 pour la Ligue 1 professionnelle et 95 pour la Ligue 2.

Les joueurs en prêts sont au nombre de 9 (5 en Ligue 1 et 4 en Ligue 2), a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué publié mercredi soir sur son site officiel.

Des sujets d'ordre juridiques, réglementaires, financiers et autres organisationnels, ont été évoqués lors de la première réunion d'un groupe de travail, tenue mardi par vidéoconférence, sous la présidence du premier responsable de l'instance fédérale Kheireddine Zetchi,

afin de prendre en charge les difficultés nées de la crise sanitaire du nouveau coronavirus (Covid-19).

Concernant les contrats arrivant à expiration à la fin de la saison, ou les nouveaux contrats déjà signés, la FAF a affirmé qu'elle «entérinera la suspension de la relation de travail entre les joueurs / entraîneurs / membres des staffs techniques et leurs clubs employeurs respectifs, en raison de la cessation de toute activité footballistique due à un cas de force majeure qu'est la pandémie du Covid-19».

Pour éviter un éventuel litige entre le joueur et le club sur l'exécution d'un contrat comme les parties l'avaient initialement prévu, «la FAF invite tous les clubs (employeurs) et les joueurs - entraîneurs (employés) à collaborer et négocier pour trouver un accord écrit (dont une copie sera remise aux instances du football) relatif aux conditions de travail applicables pour la période au cours de laquelle les compétitions sont suspendues, et ce en préservant les intérêts des deux parties.

Les négociations sont menées

sous l'égide de la Ligue de football professionnelle (LFP)». Concernant la prochaine période d'enregistrement (mercato estival), l'instance fédérale souligne qu'elle «sera adaptée aux dates de fin de l'actuelle saison 2019-2020 et le début de la prochaine saison (2020-2021), dans le respect de la durée de la limite maximale (à savoir 16 semaines), prévue par la réglementation.

La FAF est donc autorisée à modifier les dates de la saison et de la période d'enregistrement - directement dans TMS et en la notifiant à la FIFA -».

Enfin, s'agissant du volet relatif à la reprise de la compétition, le groupe de travail a estimé qu'il était «prématuré de s'y prononcer en l'absence de visibilité sur le début de la période de déconfinement et le retour graduel à une vie normale.

Toutefois, il a été décidé de charger la LFP de mettre en place une commission, à laquelle se joindront la Direction technique nationale (DTN) et la Commission médicale fédérale de la FAF, pour étudier la meilleure possibilité d'établir un scénario de reprise de la compétition.».

SÉLECTION NATIONALE Rafik Saïfi : «on ne peut qu'être fier de nos champions d'Afrique»

L'ancien international algérien, Rafik Saïfi a qualifié la sélection nationale, sacrée championne d'Afrique en 2019 en Egypte, d'un groupe qui a retrouvé son bon esprit et qui veut toujours envie de donner de la joie au peuple «Dans l'EN actuelle, c'est toujours un plaisir de regarder à l'oeuvre des acteurs comme Mahrez, un Belaili ou un Bounedjah en forme, ou ce qu'un défenseur comme Belamri a accompli tout au long de la CAN.

(...) On parle surtout d'un collectif au delà des individualités», a indiqué Saïfi, premier invité d'une série d'entretiens par Instagram, organisé par la chaîne sportive beINSPORTS à Doha.

Le désormais consultant pour la chaîne n'a pas caché son enthousiasme et le sentiment de fierté quand il débrie un match de la sélection algérienne en plateau.

«Ce sentiment de fierté on le sent aussi chez les joueurs, en plus d'une envie de leur part de donner de la joie au peuple algérien», s'est réjoui le héros de la campagne d'Oum Dourmane au Soudan, lors de la qualification historique des Verts au Mondial Sud-africain (2010), face à l'Egypte dans le match barrage, sur une réalisation d'Anthr Yahia.

L'ancien joueur de MC Alger a aussi attribué le second sacre africain de l'EN au travail effectué par le sélectionneur Djamel Belmadi, son ancien coéquipier en sélection.

«Grâce à Djamel, le groupe a réussi à retrouver un bon état d'esprit. C'est lui qui a réinstallé une certaine discipline et a remis en place une concurrence saine et positive où seuls les meilleurs sur le terrain jouent», a affirmé l'ancien joueur de Lorient en France.

Pour Saïfi, la seule star de ce groupe de Belmadi, est «désormais, l'équipe nationale», ajoutant qu'il considère que cette sélection est favorisée pour la prochaine CAN-2021 et aussi favorite pour se qualifier en Coupe du Monde-2022 et «pourquoi pas aller chercher le second tour», a-t-il indiqué avec un air de confiance.

Au cours de l'entretien, l'homme aux 64 sélections est revenu également ses plus beaux souvenirs en EN, considérant que le fameux match barrage avec l'Egypte pour le Mondial-2010, avait un contexte particulier pour lui, en raison des événements d'un 14 novembre 2009 au Caire, qui ont précédé le match barrage.

«Au Soudan, la solidarité et la fraternité qu'on avait entre nous et le staff avait fait de cette équipe une vraie famille et résume à elle seul l'état d'esprit qui régnait ce jour là et les liens qui unissaient le groupe, a expliqué, ajoutant à cela «Tout le public qui s'était déplacé et sa ferveur qui nous ont rapidement fait comprendre que le match serait pour nous ce jour là», a souligné, entre autres, Rafik Saïfi.

CR BELOUZDAD 3 joueurs clés prolongent leurs contrats (club)

Le CR Belouizdad a annoncé jeudi la prolongation des contrats de trois joueurs cadres : les deux défenseurs Chouaib Keddad (25 ans) et Zine Al-Abidine Boulekhroua (30 ans), ainsi que le milieu de terrain défensif Billel Tarikat (28 ans). «La direction du club a tenu à prolonger les contrats du trio : Chouaib Keddad (2023), Billel Tarikat, et Zine Al-Abidine (2022), dans l'objectif de préserver la stabilité de l'effectif en prévision des prochains défis. Félicitations à nos joueurs et bon courage avec notre club», a indiqué le Chabab dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook.

Profitant de la suspension de la compétition en raison de l'épidémie du nouveau coronavirus (Covid-19), le club affiche d'emblée ses ambitions en vue de la saison prochaine, en adoptant une politique de stabilité. Ces trois joueurs s'ajoutent au milieu défensif Housseyn Selmi et au défenseur Rayane Haïs, qui ont signé une prolongation de deux saisons.

D'autres joueurs pourraient prolonger leurs contrats dans les prochains jours. Avant la suspension du championnat, le CRB occupait la tête du classement avec 40 points devant d e trois longueurs ses deux poursuivants directs l'ES Sétif et le MC Alger, qui comptent 37 points chacun. Le Chabab et le MCA ont un match en moins.

LIGUE 1/USM BEL ABBÈS L'entraîneur Amrouche dit "regretter" l'échec des négociations avec la direction du club

Le technicien Lotfi Amrouche a regretté jeudi que ses négociations avec la direction de l'USM Bel Abbès soient vouées à l'échec alors qu'il était tout proche de prendre en main cette formation de Ligue 1 de football.

Dans une déclaration à l'APS, Amrouche a indiqué que les pourparlers entre les deux parties «ont bien avancé, mais on ne s'est pas entendu sur certains détails du contrat»,

a-t-il dit. L'USMBA est sans entraîneur depuis un peu plus d'un mois, soit depuis la démission d'Abdelkader Yaïche qui était le troisième technicien à diriger cette équipe depuis l'intersaison, après Sid Ahmed Slimani et Younes Iflicene.

Amrouche, qui occupait le poste d'entraîneur adjoint du CR Belouizdad, actuel leader de la Ligue 1 depuis l'exercice passé avant qu'il ne soit démis

de ses fonctions il y a deux mois, a ajouté qu'il était animé «d'un réel désir pour aider l'USMBA à terminer la saison en force», rendant hommage au passage au manager général de ce club de l'Ouest du pays, Sofiane Bengourine «qui a tout fait pour que je rejoigne son équipe».

A présent que les négociations avec l'ancien joueur du MC Alger n'ont pas abouti, la direction de

l'USMBA songerait à Djamel Benhadli et Hadj Merine, qui vient de démissionner du NC Magra (Ligue 1), a-t-on appris de l'entourage des Vert et Rouge de la «Mekerra» qui occupent la 11e place au classement du championnat arrêté depuis le 15 mars dernier suite aux mesures préventives pour lutter contre la propagation de la pandémie du coronavirus, rappelle-t-on.

CORONAVIRUS

Chelsea fournira 78.000 repas pour des travailleurs médicaux

Le club anglais de Chelsea a annoncé jeudi qu'il allait fournir 78.000 repas gratuits au Service national de santé et aux organisations caritatives qui soutiennent les personnes âgées et vulnérables pendant la pandémie du nouveau coronavirus.

«Nous sommes et avons toujours été engagés pour soutenir nos communautés, en particulier les plus vulnérables, et nous reconnaissons aujourd'hui que c'est plus important que jamais», a déclaré le président du club londonien de football, l'Américain Bruce Buck.

Le don réalisé par l'équipe de Premier League aidera ainsi le personnel du service de santé public (NHS) de cinq hôpitaux, dont les journées de travail sont très longues.

Dans cet élan de solidarité, le stade emblématique de Manchester United, le Old Trafford, va être illuminé en bleu pour montrer son soutien au NHS pendant la pandémie.

Possible fin de la Premier League le 30 juin, selon la presse

La Premier League se penche vendredi sur les modalités d'une possible reprise du championnat, une réunion au cours de laquelle neuf clubs devraient proposer que celui-ci s'achève avant la date butoir du 30 juin, selon la presse anglaise.

Les dirigeants de la Premier League ont déjà fait savoir que la compétition, interrompue mi-mars en raison de la pandémie de coronavirus, ne reprendrait pas tant qu'il «ne sera pas sûr et approprié de la faire».

Durement touché par le Covid-19 avec près de 14.000 décès, le Royaume-Uni a annoncé ce jeudi la prolongation pour au moins trois semaines du confinement, instauré le 23 mars.

En cas de reprise, neuf clubs de l'élite seraient favorables, selon le Daily Mirror, à une conclusion du championnat d'ici fin juin afin d'éviter les complications ou litiges liés aux fins de contrat de joueurs ou de sponsoring.

Le milieu de terrain de Chelsea William et le défenseur de Tottenham Jan Vertonghen sont par exemple deux des stars dont les contrats arriveront à expiration au 30 juin.

De son côté, Liverpool doit changer de sponsor maillots, passant de New Balance à Nike, tandis que Watford et Newcastle doivent également changer de fournisseurs. Autant d'éventuels litiges contractuels qui pourraient survenir si la saison ne terminait pas aux dates prévues. Une alternative à cette date limite serait de clôturer la saison avec le classement actuel, largement dominé par Liverpool avec 25 points d'avance.

Mais si les Reds étaient enfin sacrés après 30 ans d'attente, cela pourrait aussi déclencher des contestations judiciaires de la part des équipes reléguées ou finalement non qualifiées pour les coupes européennes.

Face au flou dans lequel les différents championnats européens sont plongés, l'UEFA doit réunir ses fédérations membres mardi en visioconférence pour un point sur l'avenir des compétitions suspendues, avant une réunion de son comité exécutif deux jours plus tard.

APS

CORONAVIRUS

Christian Gourcuff solidaire avec le personnel médical de Blida

L'ancien sélectionneur de l'équipe nationale d'Algérie de football, le Français Christian Gourcuff a tenu à témoigner de sa solidarité et ses encouragements au personnel médical de la wilaya de Blida qui est au chevet des touchés par la pandémie du coronavirus.

« Je voudrais m'adresser au personnel médical de Blida pour leur témoigner de toutes mes pensées pour le travail qu'ils sont en train d'effectuer.

Je leur souhaite bon courage pour leur dévouement au sein de la population dans ces moments difficiles», a indiqué Gourcuff, dans un message vidéo, tout en assurant de son affection à ce corps médical qui est sur tous les francs. Gourcuff (65 ans) avait été sélectionneur des Verts de 2014 à 2015, succédant juste après le Mondial brésilien à Wahid Halilhodji. Il avait l'ambition et l'objectif d'entretenir la dynamique enclenchée au Mondial-2014 et tenter de construire un style de jeu à



installer dans la durée. L'actuel entraîneur du FC Nantes (Ligue 1 du championnat de

France), avait quitté son poste de sélectionneur de l'Algérie après la phase finale de la

Coupe d'Afrique des Nations en 2015, et par consentement mutuel.

LIGUE 1 ALGÉRIENNE (COVID-19) CR BELOUZDAD

Franck Dumas refuse une reprise à huis clos

L'entraîneur français du CR Belouizdad (Ligue 1 algérienne de football), Franck Dumas, a refusé l'idée d'une éventuelle reprise de la compétition à huis clos, un mois après sa suspension en raison de l'épidémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

«Je ne veux pas qu'on reprenne sans supporters parce que le sport c'est un partage. Si on décide de reprendre la compétition cela voudra dire que les joueurs seront testés (au covid-19, ndr). Je ne vois pas pourquoi on ferait les

tests aux joueurs et pas aux gens, on ne doit pas être privilégié sur des choses comme ça», a-t-il indiqué mercredi soir, sur la page officielle Facebook du Chabab.

L'ensemble manifestations sportives sont suspendues depuis le 16 mars par le ministère de la jeunesse et des sports (MJS), jusqu'au 19 avril.

Appelé à se prononcer sur le risque d'une saison blanche au vu de la situation sanitaire, le technicien français a estimé qu'il faudrait trouver «un compromis» entre les clubs. «Il y a plusieurs possibi-

lités. Par exemple pour le handball en France, on a décidé de valider le classement actuel. Il faudra un compromis entre les présidents de clubs».

Avant la suspension du championnat le 16 mars en raison de l'épidémie du nouveau coronavirus (Covid-19), le CRB occupait la tête du classement avec 40 points à trois longueurs sur ses deux poursuivants directs l'ES Sétif et le MC Alger, qui comptent 37 points chacun. Le Chabab et le MCA détiennent un match en moins.

LIGUE DES CHAMPIONS D'EUROPE (COVID-19)

La finale pourrait se jouer le 29 août (médias)

La finale de la Ligue des champions d'Europe de football, pourrait se jouer exceptionnellement le 29 août prochain à Istanbul (Turquie), en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), rapporte vendredi le média britannique BBC.

L'Union européenne de football (UEFA) envisage deux scénarios pour la fin de la Ligue des champions et de la Ligue Europa, suspendues à

cause de la pandémie du Covid-19. Selon la BBC, l'UEFA, qui doit statuer jeudi prochain sur les scénarios de reprise des compétitions arrêtées par la pandémie de coronavirus, planche sur deux axes pour la Ligue des champions et la Ligue Europa, repoussant plus loin la fin de la saison 2019-2020.

La suite de la C1, qui est au stade des quarts de finale avec certains huitièmes de fi-

nale retour restant à disputer, pourrait se jouer après la fin des compétitions nationales, sur une semaine et sur un match, avant un final four et une finale le 29 août à Istanbul.

Celle de la Ligue Europa à Gdansk (Pologne) serait imaginée le 26.

L'autre option serait de caler la suite de la compétition en juillet et août sans la déformer, avec des matches al-

ler-retour. Comme la plupart des grandes disciplines sportives sur la planète, le football a vu son calendrier profondément chamboulé par la pandémie de Covid-19. Le 17 mars, décision inédite en 60 ans d'existence de l'épreuve, l'UEFA a décidé de reporter l'Euro de football à l'été 2021.

L'instance basée à Nyon (Suisse) a aussi suspendu toutes ses compétitions de clubs «jusqu'à nouvel ordre».

CHINE

Construction d'un stade de 100 000 places à Canton

Le Guangzhou Evergrande, champion de Chine de football, a posé jeudi à Canton la première pierre d'un stade qui pourra accueillir 100 000 spectateurs, pour un coût estimé à 12 milliards de yuans (1,55 milliard d'euros), rapporte l'agence nationale de presse Chine nouvelle. Ce stade, qui sera l'un des plus grands au monde, devrait être livré avant la fin de l'année 2022, précise la même

source. Cette enceinte devrait être l'un des fleurons architecturaux de la mégalopole du sud de la Chine : elle aura l'apparence d'une fleur de lotus.

Le but pour le club Guangzhou Evergrande, vainqueur de huit des neuf derniers Championnats nationaux, est d'augmenter singulièrement son audience, dans un pays où le football est en pleine expansion : la moyenne de

spectateurs pour chacun des matches à domicile de son équipe, entraînée par l'Italien Fabio Cannavaro, tourne actuellement autour de 50 000. La Chine avait été désignée par la Fifa pour accueillir la toute nouvelle Coupe du monde des clubs en 2021. Elle sera également l'hôte de la Coupe d'Asie en 2023 alors que la ville de Shanghai est intéressée par une candidature olympique.

UEFA

Réunion du comité exécutif la semaine prochaine

Le Comité exécutif de l'UEFA se réunira par vidéoconférence jeudi 23 avril pour faire le point de la situation et discuter des derniers développements concernant l'impact de la pandémie de coronavirus sur le football européen, a indiqué l'instance

sur son site officiel. Cette séance fera suite à une séance d'information à l'intention des secrétaires généraux des 55 associations membres de l'UEFA, qui aura lieu le mardi 21 avril, précise la même source.

Ces séances examineront

les développements qui concernent les compétitions nationales et les compétitions européennes, conclut l'UEFA.

Comme la plupart des grandes disciplines sportives sur la planète, le football a vu son calendrier profondément chamboulé par la pandémie

de Covid-19. Le 17 mars, décision inédite en 60 ans d'existence de l'épreuve, l'UEFA a décidé de reporter l'Euro de football à l'été 2021.

L'instance basée à Nyon (Suisse) a aussi suspendu toutes ses compétitions de clubs «jusqu'à nouvel ordre».

Osimhen vers l'Inter ?

Alors que l'Inter Milan pourrait perdre Lautaro Martinez, c'est Victor Osimhen qui pourrait venir le remplacer en Lombardie. Face au forçage du FC Barcelone pour Lautaro Martinez, l'Inter Milan prépare la succession de l'Argentin. Pour cela, on regarderait ainsi en Ligue 1. En effet, selon les informations de La Gazzetta dello Sport, il serait question d'un intérêt pour Victor Osimhen. Le Nigérian réalise une belle saison avec le LOSC. De quoi attirer l'intérêt de nombreux clubs européens. Et l'Inter Milan aurait donc l'intention de rattraper la mise pour le protégé de Christophe Gallier.



ARSENAL SUR LA PISTE DE THOMAS

Arsenal prospecte à tout-va ces dernières semaines. Mikel Arteta multiplie les requêtes afin de mettre sur pied un effectif compétitif. Les Gunners sont très actifs. Et pour cause, le club est en pleine reconstruction et le prochain mercato doit permettre de compenser les manques ciblés par Mikel Arteta. Selon le Daily Mail, Arsenal aurait d'ores et déjà proposé 50 millions d'euros à l'Atlético Madrid pour enrôler Thomas Partey. Une offre conséquente qui ne devrait cependant pas convaincre le club madrilène qui aurait d'ores et déjà contre-attaqué en proposant une prolongation à son milieu de terrain international ghanéen.

STERLING VOUDRAIT DEVENIR UN MERENGUE !

Raheem Sterling (Manchester City) aurait demandé à rejoindre le Real Madrid, selon la presse anglaise.

Encore un dossier de plus qui s'entreuvre ! Raheem Sterling, star de Manchester City, voudrait quitter le navire cet été. Après cinq longues saisons chez les Champions d'Angleterre, le temps serait venu pour lui de tenter sa chance à l'étranger. Sans Ligue des Champions, l'ailier citizen ne souhaiterait pas rester une saison de plus chez l'écurie britannique. Il aurait contacté sa direction pour amorcer un départ au Real Madrid, selon une partie de la presse nationale. Le joueur serait déterminé à réaliser cette opération cet été. Pour les Merengues, son arrivée deviendrait un bonheur pour tous les supporters. Par contre, les tensions économiques ne permettraient pas d'assurer sa venue pour l'heure. Les gros salaires de Gareth Bale ou James Rodriguez empêchent toute marge de manœuvre. Man City devrait étudier sa demande dans les prochaines semaines.



REAL MADRID : FABIAN RUIZ EN APPROCHE ?

Le milieu de terrain espagnol du Napoli, Fabian Ruiz, susciterait l'intérêt des grosses écuries européennes dont le Real Madrid et le FC Barcelone. Un nom revient donc avec insistance du côté de la Maison Blanche : Fabian Ruiz. Le milieu de terrain de Naples serait la cible n°1 de Florentino Pérez afin de rejoindre la Casa Blanca lors du mercato estival. L'international espagnol serait donc une priorité pour l'homme fort madrilène, lui qui serait prêt à mettre plus de 100 millions d'euros au terme de la saison selon le joueur. Ce dernier aurait ainsi prévu de prolonger avec le Napoli, à une condition. Sa future clause libératoire ne devra pas empêcher le Real Madrid de la régler cet été ou en 2021. Et Pérez aurait distancé le FC Barcelone dans le dossier Fabian Ruiz.

Benatia : «Cristiano Ronaldo est le numéro un absolu»

L'ancien défenseur international marocain a fait ses adieux à la Juventus Turin en janvier 2019, mais n'a pas oublié Cr7. Cristiano Ronaldo est "le numéro un absolu" aux yeux de son 'ancien coéquipier de la Juventus Medhi Benatia.

"Il est le numéro un absolu, en tant que footballeur et en tant que personne", a déclaré Benatia dans un entretien exclusif accordé à Goal.

"Il est très intelligent, même en dehors du terrain. Son cerveau est toujours plus rapide que quiconque. Je suis content d'être son ami. Je lui souhaite toujours le meilleur." Benatia faisait partie de l'équipe de la Juventus lorsque Ronaldo a été ajouté aux rangs turinois au cours de l'été 2018. L'ancien défenseur international marocain a fait ses adieux à Turin en janvier 2019 après avoir été poussé vers la sortie par Massimiliano Allegri, entraîneur de la Juve à l'époque.



Pedro a de nombreuses touches

Le joueur espagnol a des pistes pour le prochain mercato. Après quatre saisons passées sous le maillot de Chelsea, l'ailier Pedro va quitter les Blues. En fin de contrat au mois de juin, ce dernier ne sera pas prolongé par ses dirigeants.

Concernant son avenir, il disposerait de nombreuses pistes comme nous le révèle le site Calciomercato. Tout d'abord, il aurait la possibilité de retourner en Espagne où le Betis Seville lui ferait les yeux doux.

En Italie, l'international espagnol intéresserait l'AS Roma, le Milan AC et la Lazio Rome. Ce dernier pourrait également quitter le continent européen puisque le club qatari d'Al Sadd SC ainsi que des formations de MLS aimeraient l'accueillir.



ALGÉRIE-QATAR

Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique de l'Emir du Qatar

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, jeudi, un appel téléphonique de la part de l'Emir de l'Etat du Qatar, Cheikh Tamim Ben Hamad Al-Thani, qui s'est enquis des efforts consentis par l'Algérie face à la propagation de la pandémie de Covid-19, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu, jeudi après-midi, un appel téléphonique de la part de son frère, Son Altesse, l'Emir de l'Etat du Qatar, Cheikh Tamim Ben Hamad Al-Thani, qui s'est enquis des efforts consentis par l'Algérie face à la propagation de la pandémie de Covid-19, réaffirmant la disponibilité de son pays à apporter l'aide nécessaire à l'Algérie afin de lui permettre rapidement de venir à bout de cette pandémie",

précise le communiqué. L'occasion était pour l'émir du Qatar de présenter au Président Tebboune ses "vœux les meilleurs à l'approche du mois de Ramadhan et au peuple algérien davantage de progrès et de bien-être". Pour sa part, le Président de la République qui a exprimé ses remerciements à l'Emir du Qatar, s'est dit "touché" par cette position fraternelle qui dénote la solidarité des liens unissant les deux peuples des deux pays, lui exprimant également ses



meilleurs vœux à l'approche du mois de Ramadhan, et au peuple qatari frère davantage de progrès et de prospérité".

COMMUNICATION - PRESSE

Le ministère promet d'ouvrir tous les dossiers de financements étrangers

Le ministère de la Communication a indiqué jeudi que tous les dossiers de financements extérieurs au bénéfice de la presse ou de tout autre secteur seront ouverts, ces financements étant "absolument interdits" par la loi.

"Tous les dossiers de financements extérieurs au bénéfice de la presse ou de tout autre secteur seront ouverts, c'est-à-dire mis à plat par les instances ad hoc de l'Etat. Cet examen et cette exposition en détail seront effectués sous l'angle de ce que ces financements étrangers recèlent comme atteintes caractérisées à la souveraineté nationale. Ces financements alimentent, par ailleurs, les résistances aux réformes patriotiques souhaitées", a affirmé le ministère dans un communiqué.

Le ministère de la Communication a rappelé que le premier responsable du secteur, Dr. Ammar Belhimer, porte-parole du gouvernement, avait récemment appelé tous les acteurs de la presse nationale au "strict respect de la loi, notamment en ce qui concerne les financements étran-

gers" et avait précisé que "ces financements extérieurs quelles qu'en soient la nature, l'origine et la provenance sont absolument interdits".

Rappelant également que les financements extérieurs de la presse sont prohibés en vertu de la loi organique n° 12-05 du 1er janvier 2012 relative à l'information et de la loi n° 14-04 du 24 février 2014 relative à l'activité audiovisuelle, le ministère de la Communication a relevé que "les financements étrangers de quelque activité que ce soit sont encadrés par la loi à laquelle nul ne peut déroger".

S'agissant de la presse nationale, l'article 29 de la loi sur l'information stipule, en effet, de manière "claire et précise", que "l'aide matérielle directe et indirecte de toute partie étrangère est interdite", a noté la même source, ajoutant que le même article oblige tous les médias écrits et audiovisuels à "déclarer ou à justifier l'origine des fonds constituant leur capital social et ceux nécessaires à leur gestion, conformément à la législation en vigueur".

A propos des télévisions et des radios hertziennes ou satellitaires, des WebTV et des Web-radios, la loi n° 14-04 du 24 février 2014 "énonce, par ailleurs, et de manière nette, la stricte obligation de justifier de l'exclusivité nationale+ du capital social ainsi que de l'origine des fonds investis+". Cette mise à plat des financements étrangers "s'inscrit en droite ligne de l'entreprise de redressement national que le président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, a la ferme volonté de mener à son terme, et qui passe par une remise à plat des bases institutionnelles et juridiques de l'Etat et de l'économie", a souligné encore la même source. Il s'agit dans ce cadre de "procéder à un état des lieux sans concessions pour aboutir à une reconstruction totale de l'Etat qui est la base solide sur laquelle reposera la Nouvelle République dont les 54 engagements présidentiels de l'élection présidentielle du 12 décembre 2019 ont en esquisse les lignes directrices", a conclu le communiqué.

LIBYE-ONU

Lamamra retire son acceptation du principe de la proposition du poste de Représentant spécial de l'ONU en Libye

Le diplomate algérien, Ramtane Lamamra a exprimé jeudi le retrait de son acceptation de principe de la proposition du poste de Représentant spécial et Chef de la Mission d'Appui des Nations Unies en Libye, faite le 7 mars dernier par le Secrétaire général des Nations Unies, M. António Guterres.

"Le Secrétaire général des Nations Unies, M. António Guterres, a pris l'initiative, le 7 mars 2020, de me proposer personnellement le poste de Représentant spécial et Chef de la Mission d'Appui des Nations Unies en Libye. J'ai donné mon accord de principe dans un esprit d'engagement en faveur du peuple libyen frère ainsi qu'envers les organisations universelles et régionales concernées par la résolution de la crise libyenne", a indiqué M. Lamamra dans une déclaration à la presse.

"Les consultations d'usage auxquelles procède M.

Guterres depuis lors ne semblent pas susceptibles d'aboutir à l'unanimité du Conseil de Sécurité et d'autres acteurs qui est indispensable à l'accomplissement de la mission de paix et de réconciliation nationale en Libye", a-t-il souligné. Il a précisé qu' "il comptait au cours d'un entretien téléphonique dans les "prochaines heures" avec le Secrétaire général des Nations Unies, réitérer ses remerciements à M. Guterres pour le choix qu'il a porté sur sa personne et lui exprimer son regret de devoir lui notifier le retrait de son acceptation de principe de sa proposition qu'il lui avait donnée le 7 mars dernier.

"Je ne manquera pas d'assurer M. Guterres de mes vœux de plein succès de l'œuvre de paix que la Communauté internationale se doit de promouvoir et de réaliser en Libye", a conclu M. Lamamra.

APS

CITOYENS ALGÉRIENS BLOQUÉS À L'ÉTRANGER

Instruction de Djerad pour engager une opération de rapatriement

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a instruit les ministres concernés à l'effet de procéder au rapatriement des citoyens bloqués à l'étranger suite à la suspension en mars dernier des liaisons aériennes et maritimes induite par la pandémie du Coronavirus, indique vendredi un communiqué des services du Premier ministre. "En application des directives de Monsieur le Président de la République, le Premier ministre, Monsieur Abdelaziz DJERAD a instruit le Ministre des Affaires Etrangères, le Ministre de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire et le Ministre des Travaux Publics et des Transports en vue d'engager une opération de rapatriement des citoyens voyageant à l'étranger, bloqués suite à la suspension des liaisons aériennes et maritimes durant le mois de Mars 2020 en raison de la Pandémie du Coronavirus + COVID-19+", précise le communiqué.

Dans ce cadre, ajoute-t-il, les citoyens concernés par cette

opération de rapatriement et détenteurs de billets retour vers l'Algérie sont invités à s'inscrire, dès à présent, sur les sites internet suivants : www.pm.gov.dz - www.mae.gov.dz - www.interieur.gov.dz (rubrique Rapatriement des citoyens bloqués à l'étranger) en renseignant toutes les informations requises en vue de les recenser et les contacter.

Par ailleurs et s'agissant de la prolongation du délai d'inscription au pèlerinage sessions 2020/2021, les services du Premier ministre signale que la date limite de l'inscription sur les sites précités sera le Jeudi 23 Avril 2020, ce qui permettra à l'issue, de mobiliser la flotte aérienne et maritime nécessaire pour la concrétisation de cette importante opération de rapatriement.

Enfin, les citoyens rapatriés seront soumis aux mesures préventives de confinement sanitaire au niveau des structures recensées à cet effet, où un suivi médical approprié leur sera dispensé, conclut le communiqué.

ANP

Installation du général-major Mohammed Bouzit DG de la Documentation et de la Sécurité extérieure (MDN)

Le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire par intérim, le général-major Saïd Chanegriha a installé jeudi, au nom du président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, le général-major Mohammed Bouzit, dans les fonctions de Directeur général de la Documentation et de la Sécurité extérieure, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

"Au nom de Monsieur le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, et conformément au Décret présidentiel du 15 avril 2020, Monsieur le général-major Chanegriha Saïd, chef d'état-major de l'Armée nationale po-

populaire par intérim a procédé, ce matin 16 avril 2020, à l'installation officielle du général-major Bouzit Mohammed, dans les fonctions de Directeur général de la Documentation et de la Sécurité extérieure, en remplacement du Colonel Remili Kamel-Ed-dine", indique le MDN. A cette occasion, "Monsieur le général-major a tenu à demander aux cadres de cette Direction, toutes catégories confondues, de soutenir et d'assister leur nouveau Chef, à travers leur engagement, à tous les niveaux et dans la limite de leurs prérogatives, en s'acquittant des missions qui leur sont dévolues, avec la rigueur et l'assiduité requises, de manière à assurer la protection des intérêts suprêmes de l'Algérie", ajoute le communiqué.

ENERGIE-COOPÉRATION

Sonatrach signe deux MoU avec TPAO (Turquie) et Zarubezhneft (Russie)

La compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach a signé deux Mémoires d'Entente (MoU) avec la société russe Zarubezhneft et la société turque Türkiye Petrolleri Anonim Ortaklığı (TPAO), a-t-elle annoncé dans un communiqué. Ces deux accords "permettront d'engager des discussions conjointes sur les

opportunités concernant l'exploration, le développement et l'exploitation d'hydrocarbures en Algérie notamment à la suite de la promulgation de la nouvelle loi algérienne sur les Hydrocarbures", a souligné la compagnie. La signature de ces deux mémoires d'entente "confirme le dynamisme retrouvé du domaine minier algé-

rien, dans le cadre des nouvelles dispositions attractives introduites par la loi sur les activités hydrocarbures", s'est réjouie Sonatrach dans son communiqué. Lesdits accords permettront, notamment, "la relance de l'activité Exploration en partenariat et un juste partage des risques dans cette activité capitaliste", a-t-elle soutenu.